Les USA au bord du gouffre : « Face à un tigre menaçant, on ne recule pas, on se bat ! »

Tel est aujourd'hui l'état d'esprit publiquement assumé des élites chinoises face à une politique extérieure américaine de plus en plus agressive et protectionniste. La bête qu'est l'impérialisme américain est d'autant plus dangereuse qu'elle est aujourd'hui grièvement blessée, presque mourante. Pas de quoi effrayer l'impérialisme chinois cependant... Bien au contraire, car le temps de donner le coup de grâce à l'aigle US approche à grands pas, et le temps travaille pour la Chine qui peut attendre tranquillement que l'hémorragie affaiblisse l'impérialisme américain. C'est pourquoi la Chine s'abstient de porter la première de nouveaux coups : elle se contente d'observer prudemment son concurrent blessé afin de contrer ses attaques. Elle ne se prive cependant plus de riposter à chacune d'entre elles. C'est ce qu'ont maintes fois démontré les derniers mois.

Donald Trump, roi de l'auto-persuasion!

« Quand je regarde la pandémie répandre son horrible visage à travers le monde, y compris les dégâts qui ont été faits aux États-Unis, je deviens de plus en plus en colère contre la Chine », écrivait le Président américain au début de l'été dans un tweet, alors que l'épidémie de COVID-19 se poursuivait aux USA avec à peine moins de virulence qu'au cours du printemps... Selon le célèbre adage attribué à Adolf Hitler, « un mensonge répété dix fois reste un mensonge ; répété dix mille fois il devient une vérité ». Nul doute que les responsables américains croient aujourd'hui dur comme fer aux mensonges qu'ils ont répété un nombre incalculable de fois au cours des derniers mois : « la Chine communiste, berceau du COVID-19, a caché au monde l'ampleur et la dangerosité de la pandémie ! » La messe est dite, la Chine est coupable et elle doit payer pour cela ! C'est du moins ce dont rêve l'Occident, enfermé dans le déni depuis janvier 2020 !

Ce que ce mauvais plagia de la « génèse » n'explique pas, c'est comment le pays censé être la terre de naissance du COVID-19 et à qui il est reproché d'avoir laissé circuler le virus des semaines durant avant de lancer l'alerte, est parvenu à enrayer de manière quasi-complète la circulation du COVID-19 en moins d'un mois sur son sol, alors que les autres pays, notamment occidentaux, qui ont pourtant immédiatement fermé leurs frontières avec la Chine, sont aujourd'hui confrontés à une circulation virale hors de contrôle et infiniment plus massive que ce qu'elle a été en Chine en janvier-février 2020... Cela va à l'encontre de la logique la plus élémentaire. A moins que leurs gouvernements ne soient, dans leur totalité, les rois des incompétents! L'autre explication qui soit capable d'excuser, du moins en partie, leur incompétence et leurs mensonges, serait que la pandémie de COVID-19 ait débuté ailleurs qu'en Chine, et se soit diffusée pendant que l'Occident prônait sa mise en quarantaine mondiale! L'Occident n'est il est vrai plus à une incohérence près, tellement certain que les esprits de ses esclaves consumérisés si longtemps dépolitisés resteront endormis encore longtemps... De manière indéniable, la flambée des « sentiments anti-Chine ne servent qu'à masquer les échecs de l'Occident face au COVID-19 » pour les observateurs scientifiques impartiaux qui soulignent que les dirigeants chinois ont sans délai fait ce qu'il fallait faire: « un confinement précoce pour couper les lignes de transmission du virus », « des politiques de distanciation physique strictes pour réduire les interactions sociales », et enfin la construction « d'hôpitaux temporaires pour augmenter le nombre de lits disponibles » et « envoyer les patients les plus gravement malades vers des services de soins intensifs adaptés ». C'est pourquoi,

« Blâmer la Chine pour cette pandémie, c'est réécrire l'histoire du COVID-19 et minimiser les échecs des pays occidentaux, a déclaré le D^r Richard Horton, rédacteur en chef de la revue médicale *The Lancet*. « L'actuelle vague de sentiments anti-Chine a maintenant évolué vers une forme de sinophobie désagréable, voire franchement raciste, qui menace la paix et la sécurité internationales », a indiqué le D^r Horton dans une tribune récemment publiée par le journal britannique *The Guardian* ».

A la grossière propagande occidentale anti-chinoise autour du COVID-19, la Chine a opposé son aide matérielle inconditionnelle sans pour autant renoncer à répondre sereinement mais d'un ton toujours ferme et déterminé aux mensonges occidentaux. Le bilan sanitaire des pays occidentaux est calamiteux et la tentation est grande de chercher à reporter la faute sur les autres. Les USA comptent aujourd'hui un total de 8 millions de personnes infectées, dont 220 000 morts. Le mois de septembre 2020 a ainsi vu la tenue de la 75^e Assemblée générale de l'ONU au cours de laquelle le président américain s'est piteusement illustré, provoquant une virulente contreattaque de la Chine. Celle-ci résuma d'abord le discours du président Trump de la manière suivante : « 7 minutes d'absurdités, ou comment les États-Unis ont perdu leur apparence de grand pays » :

« Ceux qui sont au pouvoir méprisent la vie et ne respectent pas la science, faisant de 200 000 vies une simple note de bas de page sur « l'échec américain ». Pour de petits intérêts bassement électoraux, un petit nombre d'hommes politiques américains ne cessent de forger des rumeurs pour discréditer la Chine dans une tentative de se soustraire à leurs propres responsabilités. Le discours de Donald Trump à l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 septembre n'était rien de plus qu'une nouvelle astuce pour faire porter le chapeau à d'autres. La BBC et d'autres médias ont souligné que les électeurs nationaux sont le public cible du président américain. « C'est un discours électoral de Trump. En s'attaquant à la Chine, il tente de détourner l'attention de son incapacité à lutter contre l'épidémie ». (...) Le 11 septembre, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une écrasante majorité une résolution appelant à l'union dans la lutte contre l'épidémie. Les États-Unis ont voté contre cette décision de manière arbitraire, se sont rangés du côté opposé de 169 pays. (...) Aucun pays n'a le droit de dominer les affaires mondiales et de contrôler le destin d'autres pays. La communauté internationale est depuis longtemps sortie de la jungle et les États-Unis devraient se réveiller de leurs propres rêves. Ce forum solennel des Nations Unies ne peut être ainsi méprisé, et les pays du monde entier ne sauraient endurer plus longtemps une telle volonté d'intimider les autres ».

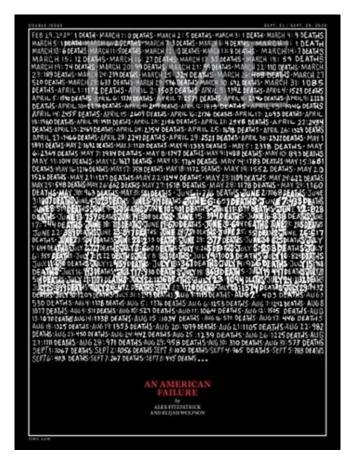
Et la presse officielle chinoise d'ajouter que cette tribune n'était pas « <u>une plate-forme faite pour répandre des</u> <u>« virus politiques »</u> » :

« Alors que les dirigeants de la plupart des pays et des organisations internationales appellent au multilatéralisme et renforcent la solidarité et la coopération pour relever conjointement les défis mondiaux, les États-Unis se situent à l'opposé du courant dominant international, répandant un « virus politique » qui fait fi des faits, répand des rumeurs, se livre à des provocations et formule des accusations sans fondement, accuse la Chine sans raison et empoisonne l'environnement de coopération anti-épidémie internationale. Il s'agit d'une extension d'une série de spectacles politiques maladroits de certains politiciens américains ainsi qu'une manifestation d'hégémonie et d'intimidation. Le virus ne connaît ni frontières ni races et peut apparaître dans n'importe quel pays. Si l'épidémie a d'abord été signalée par un certain pays, cela ne signifie pas que l'agent pathogène est originaire de ce même pays. Le dépistage des virus est un problème scientifique sérieux et doit être professionnel, rationnel et responsable. Michael Ryan, chef du projet d'urgence sanitaire de l'OMS, a déclaré que sur la base de ses plus de 25 ans d'expérience, le « patient zéro » ne provient pas toujours du premier groupe d'épidémie, mais était souvent présent avant le déclenchement de l'épidémie, peut-être d'un autre endroit. À l'heure actuelle, le suivi technique des cas dans certains pays a utilisé des faits pour montrer que l'émergence du nouveau coronavirus est plus précoce que ce qui a eu lieu en Chine. La Chine s'oppose fermement à la politisation et à la stigmatisation de l'épidémie et continuera de participer activement à la recherche scientifique mondiale sur la traçabilité du virus. La Chine a consenti de grands sacrifices et fait d'immenses efforts pour contrôler l'épidémie dans un laps de temps relativement court. De manière ouverte, transparente et responsable, la Chine s'est acquittée activement de ses obligations internationales. Elle a informé de manière proactive l'Organisation mondiale de la santé et les pays et organisations régionales concernés de la situation épidémique dès que possible, et publiée des informations telles que la séquence génétique du nouveau coronavirus dès que cela a été possible ».

Et la Chine d'enfoncer le clou par la voix de son représentant permanent auprès des Nations Unies, Zhang Jun, qui a immédiatement répondu aux accusations lancées par les USA contre son pays concernant la gestion du COVID-19, les USA souhaitant qu'elle soit tenue pour responsable de sa propagation :

« Malheureusement, nous entendons une fois de plus les Etats-Unis faire des bruits qui sont en contradiction complète avec l'atmosphère de la réunion... La Chine rejette et s'oppose résolument aux accusations sans fondement des Etats-Unis. (...) Depuis quelques temps, certains politiciens américains n'ont de cesse d'attaquer les autres pays et les organes de l'ONU. Abusant de la plateforme des Nations Unies et de son Conseil de sécurité, les Etats-Unis s'efforcent de répandre "virus politique" et désinformation, créant confrontations et divisions en tous genres. Ce genre de pratique n'aidera pas à vaincre le virus, mais perturbera au contraire gravement les efforts conjoints de la communauté internationale pour lutter contre la pandémie. (...) Je dois dire que trop, c'est trop. Vous avez déjà créé suffisamment de problèmes dans le monde. (...) La Chine a été le premier pays au monde à être touché par l'épidémie de COVID-19, et la chronologie de sa riposte au virus est tout à fait claire. Sous la direction du Parti communiste chinois, le peuple chinois s'est uni pour lutter contre le coronavirus, et tout le monde a conscience des grands efforts et des sacrifices consentis par la Chine dans ce domaine. La contribution de la Chine à la bataille mondiale contre la pandémie est également reconnue par tous. (...) Les Etats-Unis doivent comprendre que leur échec à gérer le COVID-19 est entièrement leur faute. (...) Pourquoi les Etats-Unis, qui disposent des technologies et des systèmes médicaux les plus avancés au monde, sont le pays avec le plus de cas et de décès confirmés ? Beaucoup de pays ont été touchés par la pandémie à peu près au même moment, mais ont déjà réussi à contenir le virus ; pourquoi les Etats-Unis n'y ont-ils pas réussi ? Selon les données officielles fournies par les Etats-Unis eux-mêmes, leurs groupes minoritaires enregistrent un taux plus élevé -et même disproportionné par rapport au reste de la population -d'infection et de mortalité. Pourquoi ? Quelle en est la cause fondamentale ? (...) Avant d'accuser les autres, les politiciens américains devraient peut-être donner des réponses honnêtes à ces questions. Si quelqu'un doit être tenu pour responsable, ce

sont avant tout certains politiciens américains eux-mêmes. (...) Les Etats-Unis doivent comprendre que blâmer les autres ne résoudra pas leurs propres problèmes. Tous les pays rencontrent des problèmes sur la voie du développement. Et ces problèmes doivent d'abord et avant tout être résolus par leurs propres efforts. En faisant porter la responsabilité à autrui, ou "en mentant, en trichant et en volant", on ne résout aucun problème, on ne fait que dériver dans la mauvaise direction. (...) Les Etats-Unis s'opposent actuellement à l'ensemble de la communauté internationale, et sont complètement isolés. Il est temps pour eux de se réveiller. (...) Les Etats-Unis doivent mettre un terme à leurs manigances politiques, cesser de vouloir étiqueter ou politiser le virus, se concentrer sur la lutte contre le virus sur leur territoire, et soutenir le rôle des Nations Unies et de l'Organisation mondiale de la santé ».



Ci-contre, une couverture récente du magazine américain Time, « 200 000 morts : l'échec à l'américaine ». Répertoriant le nombre de décès quotidiens enregistrés aux USA depuis la fin février jusqu'au 8 septembre, cette couverture a été reprise le 22 septembre par la presse officielle chinoise sous le titre « Le cap des 200 000 morts franchi : c'est « l'échec d'un pays » » :

« La presse américaine l'appelle « l'échec d'un pays » : l'échec du leadership aux différents niveaux et des différents partis politiques, l'échec dû au manque de confiance globale sur les scientifiques et les professionnels et à l'individualisme profondément ancré dans la culture, ainsi qu'à « notre vision de la vie ». Ce qui s'est passé depuis plus de 8 mois n'a fait que confirmer ce jugement. Au début de l'épidémie, des politiciens américains ont dit que « c'était rien d'autre que la grippe » : Les États-Unis étaient à la traîne sur les tests et le suivi de contacts étroits. Les États étaient encouragés à s'ouvrir le plus rapidement possible. Les scientifiques ont été muselés. (...) Trump était conscient de la dangerosité du virus des semaines avant le premier cas confirmé aux États-Unis. Cependant, le locataire de la Maison-Blanche a publiquement minimisé le danger du virus à plusieurs reprises. Le chaos provoqué par le manque de leadership a désorienté les efforts contre l'épidémie aux Etats-Unis. (...) Les Nations Unies sont fourni l'assistance humanitaire au pays le plus riche, qui est devenu un pays mendiant en plein chaos. L'absurdité sera enregistrée dans l'histoire et elle persiste dans la réalité. Le président Trump a évoqué récemment « l'immunité collective ». Le secrétaire d'État Mike Pompeo est obsédé par "la nouvelle guerre froide" qu'il avait fabriquée lui-même. Selon un sondage publié par l'Associated Press le 20 septembre, le taux de soutien pour la réponse à l'épidémie du gouvernement américain s'élève seulement à 39 %. Depuis 8 mois, la Maison-Blanche n'a jamais changé sa façon de traiter l'épidémie qui consiste à faire porter la responsabilité à d'autres alors que la lutte contre l'épidémie aux États-Unis est peu efficace. Ce qui a changé, c'est le bilan de mort qui ne cesse de s'alourdir. Mais ce ne sont pas simplement des chiffres, mais des vies humaines. (...) Quand la vie s'éteint, comment réaliser les rêves ? La vie humaine est la plus précieuse. Le droit à la vie et à la santé est le droit de l'homme qui passe avant tout. La disparition de plus de 200 000 vies pourra-t-elle alerter des dirigeants américains qui « négligent la vie » ? ».

Voilà pour ce qui concerne l'essentiel de la réponse « diplomatique » chinoise aux USA en ce qui concerne la pandémie du COVID-19... à l'heure où le président américain lui-même l'a contracté! Non, ce ne sont pas les millions d'américains recensés pour avoir contracté le COVID-19 depuis le début de l'année ni les centaines de

milliers d'entre eux à en être décédés qui ont permis au président Trump de comprendre que le COVID-19, s'il n'était certes pas Ebola, n'était pas non plus ni une grimpette, ni un canular, mais le fait qu'il ait lui-même dû non seulement accepter un petit séjour hospitalier, mais aussi, de l'aveu de ses médecins, recevoir à deux reprises <u>une supplémentation en oxygène</u> afin de faire remonter le taux de saturation en 0_2 dans son sang... Ce n'est à l'évidence que justice d'avoir vu le président Trump expérimenter, au moins partiellement, les conséquences concrètes de son propre laxisme et de son mépris pour la défense de la vie ! Reste pour lui à expérimenter les conséquences concrète d'une autre de ses actions : la flambée protectionniste US qui a conduit à l'affaiblissement de la croissance de l'économie américaine en 2019...

« Le président des Etats-Unis, Donald Trump, n'a payé que 750 dollars (645 euros) d'impôts fédéraux en 2016, l'année de son élection à la présidence des Etats-Unis, puis autant en 2017, selon une enquête du New York Times, qui publie dimanche des informations sur vingt ans de déclarations d'impôt de l'homme d'affaires républicain. « Il n'a pas du tout payé d'impôt sur le revenu au cours de dix des quinze années précédentes, en grande partie car il a déclaré plus de pertes d'argent que de gains », écrit le quotidien américain. »

Eh oui, si le milliardaire Donald Trump s'est placé à la tête de la Guerre Froide 2.0 contre la Chine, ce n'est évidemment pas pour défendre le petit peuple américain qui a depuis si longtemps tant de mal à joindre les deux bouts, mais parce qu'au cours des dernières années, la « crise de développement » US a été synonyme pour lui d'un bien maussade climat des affaires ! Il n'est naturellement pas le seul richard américain dans ce cas... Voilà sans aucun doute la raison profonde du tournant protectionniste américain des dernières années ! Mike Pompeo, le chef de la « diplomatie » US, déclarait dernièrement ceci :

« <u>Le président Nixon a dit une fois qu'il craignait d'avoir créé un 'Frankenstein' en ouvrant les portes du monde au PCC. Et nous y sommes. (…) En vérité notre politique – et celle des autres nations libres –, a ressuscité l'économie chinoise, seulement pour voir Pékin mordre la main internationale qui le nourrissait ».</u>

Certes, les impérialistes occidentaux ont nourri Pékin de capitaux et de technologies, mais ce sont les produits manufacturés chinois qui ont en retour, des décennies durant, nourri l'économie de bazar occidentale! Manichéisme, quand tu nous tiens! Le pitbull anglo-saxon, décidemment bien ingrat, n'hésite donc pas également à mordre la main qui l'a nourri... L'Occident enrage aujourd'hui de voir « sa » créature lui échapper complètement, voilà le pourquoi de la Guerre Froide 2.0 contre la Chine!

Au lendemain de la fermeture du consulat chinois à Houston (Texas), qualifié par Mike Pompéo de « plaque tournante de l'espionnage et du vol de propriété intellectuelle », une mesure inédite depuis l'établissement des relations diplomatiques sino-américaines en 1979, le chef de la diplomatie US appelait « le monde libre » à « triompher » de la « nouvelle tyrannie » incarnée par la « Chine communiste »... La riposte chinoise ne se fit pas attendre : le ministère chinois des Affaires étrangères déclara que les États-Unis avaient provoqué « unilatéralement » un grave incident, sur la base d'accusations « farfelues » et « sans fondement » autre que celui d'une pure « provocation politique » en demandant soudainement à la Chine de fermer son consulat général de Houston en violation du droit international, incident dont « la responsabilité incombe entièrement aux Etats-Unis ». En guise de « réponse légitime et nécessaire aux actes déraisonnables des Etats-Unis », la diplomatie chinoise informa l'ambassade des États-Unis en Chine que la Chine avait décidé de révoquer l'autorisation d'établissement et de fonctionnement du consulat général des États-Unis à Chengdu et présenta ses exigences spécifiques à la cessation de ses activités. Trois jours plus tard, les autorités chinoises déclaraient que le consulat général des USA à Chengdu avait été fermé et que la Chine avait « repris possession des lieux ». Par la voix du ministère russe des Affaires étrangère, la diplomatie russe témoigna sans surprise de son complet soutien à la Chine, qualifiant « d'acte hégémonique la décision américaine de fermer le consulat de Chine à Houston » et jugeant que ce nouveau dérapage américain « contredisait directement les valeurs que Washington prône à travers le monde depuis longtemps » tout en étant symptomatique des « tactiques de pression utilisées précédemment par les Etats-Unis contre nombre de pays ». Test réussi pour l'alliance sino-russe qui avait promis, deux semaines auparavant, de « se soutenir mutuellement et fermement » afin de « préserver leurs souverainetés respectives »... évidemment face à l'axe du mal atlantiste! Ce dernier, de son propre aveu irrité par sa « longévité au pouvoir sans égal à Moscou depuis Joseph Staline », s'attacha sans surprise à dépeindre le référendum russe comme un « coup d'Etat constitutionnel »...

« <u>L'un des amendements les plus controversés donne à Vladimir Poutine l'option de deux mandats supplémentaires à l'issue de l'actuel en 2024. Il aura ainsi la possibilité de rester au Kremlin jusqu'en 2036, l'année de ses 84 ans. La révision introduit aussi dans la Constitution des principes conservateurs chers au président – foi en Dieu, mariage</u>

réservé aux hétérosexuels, enseignement patriotique –, ainsi que des garanties sociales, comme l'indexation des retraites ».

Il est vrai qu'en Occident, la « démocratie » ploutocratique des banquiers et des politiciens aujourd'hui au bord du gouffre dénie d'ordinaire aux esclaves salariés le droit d'être consultés directement sur des questions touchant aux revenus ou aux thèmes de société, en dehors des échéances électorales pipées où sévissent des bonimenteurs professionnels qui savent d'emblée que leur politique profondément hostile aux intérêts populaires les plus fondamentaux ne leur permettra pas de faire plus d'un mandat...

Par la voix de son Président, la Chine apporta évidemment son soutien indéfectible à la réforme constitutionnelle russe, sanctionnée par un référendum au résultat équivoque : sur les 65 % de russes s'étant déplacés, 78 % s'étaient prononcés en faveur de la possibilité pour Vladimir Poutine de se présenter aux prochaines élections présidentielles de 2024. La continuité de la gestion des affaires par l'administration Poutine offre assurément le meilleur gage de stabilité pour la stratégie internationale de l'alliance sino-russe : « Nous avons besoin de stabilité et de temps », avait déclaré Vladimir Poutine dans son discours de remerciements aux électeurs.

« M. Xi a rappelé que fin juin, la Russie avait organisé un défilé militaire réussi sur la place Rouge afin de célébrer le 75^e anniversaire de la victoire de la Grande Guerre patriotique, prouvant ainsi au monde entier sa ferme résolution de faire vivre le souvenir de l'histoire et de garantir la paix. Récemment, la Russie a procédé à un référendum sans incident et adopté à une large majorité une série d'amendements constitutionnels, a indiqué M. Xi, ajoutant que ce référendum reflétait pleinement le soutien du peuple russe à son gouvernement ainsi que son approbation de la philosophie de gouvernance de son gouvernement. La Chine soutiendra fermement, comme toujours, la voie de développement de la Russie qui correspond à ses propres conditions nationales et la soutiendra résolument dans l'accélération de son développement et de sa revitalisation, a-t-il dit ».

Les derniers mois ont également vu la Russie être directement récemment impliquée au sujet de la piètre farce occidentale qu'est <u>l'affaire Navalny</u> — laquelle fournira avant tout le <u>prétexte aux roquets atlantistes fondamentalistes européens</u> impliqués dans le projet de gazoduc Nordstream 2, qui avait commencé à semer <u>de profondes graines de discorde entre les USA et l'Allemagne</u>, pour éventuellement y mettre un terme et ainsi <u>contenter les USA</u> qui voulaient l'enterrer sans pour autant complètement perdre la face sur le plan international (du moins en théorie...) Sans doute le prix à payer pour avoir osé opposer une fin de non recevoir à la grotesque proposition de Mike Pompéo d'une « **alliance des démocraties** » (incluant la Russie...) « <u>contre la Chine</u> » :

« S'étonnant du ton de la déclaration faite le 23 juillet par Mike Pompeo au sujet de la Chine, la porte-parole de la diplomatie russe a souligné que Moscou envisageait de poursuivre son partenariat avec Pékin, qu'elle considère comme un facteur important de stabilisation de la situation internationale. Moscou perçoit les propos du secrétaire d'État américain Mike Pompeo, qui avait proposé le 23 juillet de créer « une nouvelle alliance de démocraties » pour contrer la Chine, comme une tentative d'« enfoncer un coin » entre la Russie et l'empire du Milieu, a déclaré la porteparole de la diplomatierusse, Maria Zakharova ».

Que l'impérialisme US en soit réduit à s'abaisser à tendre la main à la Russie (dont les élites US ont toujours souhaité la destruction, en tant que pays socialiste comme en tant que potentiel rival impérialiste), montre à quel point la montée en puissance internationale de l'impérialisme chinois est jugée comme critique à Washington dans le contexte contemporain d'une crise économique majeure de l'Occident!

Une Guerre Froide 2.0 multiforme!

Mais outre un théâtre diplomatique très chargé, la Guerre Froide 2.0 culmine aujourd'hui avec la guerre commerciale initiée par l'impérialisme américain et visant à freiner l'expansion commerciale internationale des monopoles technologiques chinois sous de bien fumeux prétextes sécuritaires. Il n'a en effet jamais été prouvé que les chinois concevaient des puces informatiques truffées de failles de sécurité en faisant autant de portes dérobées (backdoors) accessibles aux pirates et au renseignement – pratique dont l'impérialisme américain est par contre coutumier depuis des décennies, comme l'ont démontré les documents révélés par le lanceur d'alertes Edward Snowden –, afin de justifier la fermeture du marché US à Huawei et d'enjoindre ses alliés européens à l'imiter, au moyen de pressions. Face à cela, la Chine a indéniablement joué la carte de la patience.

Mais depuis quelques mois, l'impérialisme américain pousse le bouchon encore plus loin, en faisant pression sur la firme taïwanaise TSMC pour qu'elle cesse de livrer des puces à Huawei, puis en cherchant à priver Huawei de sa roue de secours (le fondeur chinois SMIC) désormais sous le coup de sanction extraterritoriales US. Et dans le

même temps, toujours sous ces mauvais prétextes sécuritaires, l'impérialisme américain menace de chasser le chinois ByteDance et son application Tik Tok du territoire américain s'il refuse de laisser sa branche américaine tomber dans le giron des monopoles américains!

C'est dans ces conditions que l'impérialisme chinois a commencé à faire savoir que ce durcissement de la guerre commerciale US visant à freiner l'expansion mondiale des monopoles technologiques chinois allait bientôt avoir de lourdes conséquences pour les USA. Les dernières semaines ont vu la Chine dénoncer ouvertement le dernier « hold-up effronté » des USA ainsi que « le désir de monopole et de jouissance exclusive » si caractéristiques de l' « exception américaine ». En des termes clairs, la Chine dénonce aujourd'hui « des actes de banditisme » face auxquels « soit on recule pas à pas et cherche des compromis, soit on se bat avec détermination pied à pied ».

« <u>Les politiciens et les entreprises américains se sont unis pour en présenter un exemple à l'américaine, nu et sanglant. Même déguisé avec une peau de mouton, un loup restera toujours un loup ».</u>

La Chine dénonce la volonté des USA de « monopoliser le marché à la source » pour « former une situation dominante pour les entreprises américaines et instaurer une écologie de marché mondial américanisée, de manière à contrôler les forces vives des rivaux, à pressurer les entreprises d'autres pays et à obtenir des avantages excessifs de leur monopole ».

« De plus en plus de faits ont prouvé que les États-Unis, pour leur propre intérêt, ont plus d'un fois trahi leur parole et intimidé le marché. D'Alstom en France, Toshiba au Japon, en passant par ZTE et Huawei en Chine, les États-Unis harcèlent encore et encore les entreprises d'autres pays. Il n'est pas difficile de la logique de ce comportement hégémonique : si les États-Unis sont en tête, alors c'est « suivez-moi » et soyez mon cheval ; mais s'ils sont en tête et sont menacés, alors « êtes-vous encore disposés à me suivre » et les intimidations commencent. (...) Les États-Unis regardent leurs proies comme un tigre, mais comment les gens pourraient-ils accepter de se laisser faire et aller contre leurs intérêts ? Quand il n'y a pas de retraite possible, la position de base et le seul principe et la seule méthode possibles pour sauvegarder ses droits et intérêts légitimes, c'est d'opposer une lutte tenace. (...) Si une telle logique hégémonique se déroule comme ils le souhaitent, les États-Unis pourront alors profiter à jamais de l'hégémonie scientifique et technologique mondiale, régulariseront complètement cette hégémonie et bénéficieront dès cet instant de son succès. De toute évidence, les entreprises chinoises ne seront pas les seules à être lésées. Face à ce cancer de l'hégémonie, on ne peut que dire non ! (...) Les États-Unis doivent savoir que leur comportement brutal et irresponsable aura inévitablement un prix. Lorsque ses intérêts fondamentaux seront lésés, la Chine n'avalera pas sa colère et les entreprises chinoises ne sont pas des agneaux que les États-Unis pourront sacrifier arbitrairement. Rechercher la paix par la lutte signifie une existence pacifique; rechercher la paix par le compromis signifie la mort pacifique. Il y a 70 ans, l'armée des volontaires du peuple chinois a vaincu l'invincible armée américaine sur les champs de bataille de Corée, donnant avec son sang un environnement de paix consolidée à long terme à la Chine. Aujourd'hui, nous devons encore oser gagner, et nous gagnerons toujours. Il faut parfois savoir « donner un coup de poing pour en éviter cent ». »

Au gré de la politique extérieure US réactionnaire, protectionniste et colonialiste, la Chine et ses alliés n'ont aujourd'hui aucun mal à prouver que les USA se comportent comme un Etat-prédateur et qu'il est temps que les autres Etats, si longtemps demeurés des moutons, osent se dresser contre une fatalité qui n'en est plus une...

« <u>Si les Etats-Unis sont déterminés à faire à leur guise, la Chine prendra les mesures nécessaires pour protéger résolument les droits et intérêts légitimes des entreprises chinoises</u> », avertissait encore il y a peu le ministère chinois du Commerce...

La Chine avertit aujourd'hui que par leur politique extérieure agressive à l'égard de la Chine, caractérisée par « <u>une flambée hystérique d'hégémonisme</u> », les USA risquent bientôt d'être victimes non seulement un découplage technologique, mais aussi d'un isolement diplomatique dont la combinaison serait au final bien funeste pour les intérêts US eux-mêmes! Et elle n'a pas complètement tord : quelle que soit la résistance qu'opposera l'impérialisme américain, ils est irrémédiablement condamné à perdre son leadership mondial, et si sa résistance dépassait la mesure de ce que son concurrent chinois et ses alliés jugeront « acceptable », sa rétrogradation en sera d'autant plus forte et brutale!

Les USA devraient assurément prendre cet avertissement en compte, car la Chine est déjà sortie de l'ornière de la crise sanitaire et économique où l'Occident est à l'inverse profondément embourbé. Au début du mois de juin, alors que la Banque Mondiale prévoyait une récession mondiale de 5,2 % en 2020, dont 6,1 % pour les USA et 9,1 % pour la zone euro, elle s'attendait à une croissance de 1 % pour la Chine. L'OCDE s'attendait au même moment pour sa part à une récession mondiale de 6 % en 2020 « si la pandémie de COVID-19 reste sous contrôle », et d'une baisse de 2,6 % pour la Chine. Nous avions pour notre part affirmé que la Chine ne connaitrait

pas de récession, mais enregistrerait une croissance assez confortable, de l'ordre de 4 % au moins. La Banque Mondiale a récemment révisé à la hausse son estimation de la croissance chinoise pour 2020, <u>la relevant à 2 %</u>, tandis que le reste des pays de la zone Asie-Pacifique devrait voir son PIB se contracter de 3,5 %, soit une chute assez modérée comparée à celle de l'Occident dont la phase finale d'effondrement vient de débuter, avec des répercussions déjà cataclysmiques sur l'économie de la plupart des pays, étroitement intégrés et dépendants de leur division internationale du travail. Un article du *Monde* remarquait ainsi que la crise économique mondiale qui vient de débuter « <u>pourrait être la plus dévastatrice depuis 150 ans</u> » :

« Jamais autant de pays n'ont connu simultanément une telle récession depuis 1870. « C'est un coup dévastateur porté à l'économie mondiale », affirme le président de la Banque mondiale, David Malpass ».

En dépit de ce contexte international très dégradé, <u>le commerce extérieur chinois avait renoué avec la croissance</u> dès le mois d'avril 2020 (+ 8,2 % en glissement annuel). Au cours de la période s'étendant de janvier à avril, le montant des échanges avec les pays de la Ceinture et de la nouvelle Route de la soie s'est monté à 2 760 milliards de yuans, un chiffre en hausse de 0,9 % en glissement annuel. Après avoir alimenté sa croissance essentiellement à l'aide de la conquête des marchés extérieurs jusqu'à la crise de 2008, la Chine a commencé à réorienter sa stratégie de développement vers l'extension de son marché intérieur, une mutation structurelle accompagnant son accession au rang de future puissance impérialiste dominante, un processus que nous avions analysé <u>il y a plus d'une décennie</u> et qui nous avait alors amené à conclure que la plan de relance de la Chine lui permettrait de <u>surmonter les turbulences économiques mondiales</u>. Ce « modèle de développement » « à double circulation » est aujourd'hui publiquement acté. Il signifie que « <u>la circulation économique interne est le pilier tandis que les marchés intérieur et extérieur peuvent se compléter</u> ». Pour les élites chinoises, cela part du constat évident que depuis une décennie, la demande intérieure atone du bloc impérialiste occidental moribond ne fournit plus de stimulation aux exportations chinoises et que le relais essentiel de la croissance devait donc être passé à l'élargissement de la consommation intérieure :

« Ces dernières années, la dynamique de la circulation internationale s'est considérablement affaiblie. (...) Le modèle de développement à « double circulation » est conforme aux changements complexes et profonds de l'environnement international et aux nouvelles conditions et exigences qui sont apparues dans la nouvelle étape du développement économique de la Chine ».

Au cours des derniers mois, les élites chinoises n'ont cessé de réaffirmer l'importance d'accélérer « la formation » de ce « nouveau modèle de développement » « avec le grand cycle domestique comme organe principal et la double circulation nationale et internationale se favorisant mutuellement », un modèle comme devant « <u>être compris d'un point de vue d'une « guerre prolongée »</u> ». La mise en place d'une nouvelle division internationale du travail centrée autour de l'impérialisme chinois n'est en effet pas une mince affaire, surtout dans le contexte mondial des violentes contorsions de son principal concurrent...

En dépit des gesticulations anti-chinoises de leurs pantins politiciens, les multinationales occidentales ne perdent pas le nord et ne sont pas prêtes de renoncer à profiter du solide et durable essor structurel du marché intérieur chinois—infiniment plus prometteur que celui des pays impérialistes d'Occident où le niveau de vie des larges masses exploitées est maintenant menacé de forte contraction à court terme — et ce même s'il ne s'agit que de quelques os à ronger ou de morceaux de second choix... « La Chine n'a pas connu et ne connaîtra pas de retrait massif de capitaux étrangers ou de relocalisation des chaînes industrielles et d'approvisionnement », déclarait encore récemment le ministère chinois des Affaires étrangères. « Les investisseurs intelligents n'abandonneront pas le marché chinois », à la fois du fait de « l'énorme marché du pays » et du fait qu'il offre « un meilleur environnement commercial et une chaîne industrielle complète ».

Les discours à la mode sur la nécessité de « ré-industrialiser » les économies de bazar occidentales, ne sont à l'évidence qu'un écran de fumée et un leurre destinés à masquer le processus contraire : celui de la retraite finale des capitaux des multinationales occidentales en Chine... A l'évidence, les milliardaires occidentaux sont « toujours confiants sur les investissements et le potentiel de consommation en Chine ». De manière un peu plus crue, il se dit aujourd'hui dans les milieux d'affaires que :

« Dans l'ère post-COVID-19, les capitaux, les talents, les services et les entreprises manufacturières du monde vont continuer de se déplacer vers l'Orient, en particulier vers la Chine, bien que le monde devra encore faire face à des incertitudes telles que le protectionnisme et l'unilatéralisme, ont déclaré des experts le 21 juillet. (...) Cela explique (...) pourquoi les multinationales ne se sont pas retirées de la Chine. Au contraire même, beaucoup d'entre elles, notamment BASF, BMW, Nestlé et Coca-Cola, ont augmenté leurs investissements en Chine (...). Grâce à la confiance

croissante des investisseurs mondiaux, la Chine a vu ses investissements étrangers directs augmenter de 8,4 % d'une année sur l'autre au deuxième trimestre de l'année ».

Il faut dire qu'au cours des huit premiers mois de l'année 2020, la production sidérurgique chinoise s'est montée à 690,8 millions de tonnes d'acier, en hausse de 3,9 % en glissement annuel. Pour le seul mois d'août, elle se monte à 94,8 millions de tonnes et affiche une hausse insolente de 8,4 % en glissement annuel. La situation est fondamentalement différente pour l'Occident: la production française cumulée des huit premiers mois s'est montée à moins de 7,3 millions de tonnes, en baisse de 27,4 % en glissement annuel. Celle des USA s'est montée à 47,4 millions de tonnes, en baisse de 19,8 %. L'Allemagne, dont le secteur industriel est davantage lié à la Chine, résiste mieux et enregistre une production de 22,7 millions de tonnes, soit une baisse de 16,5 %. L'Inde voit pour sa part sa production baisser de 18,8 % à 61,1 millions de tonnes.

Les pays les plus étroitement intégrés à la sphère d'influence chinoise sont sans surprise ceux qui sont les moins impactés par le début de l'effondrement occidental. La Corée du sud voit ainsi sa production atteindre 43,8 millions de tonnes, soit une baisse très modérée de 8,7 %. Taïwan revendique une production de 14,0 millions de tonnes, soit une baisse comparable de 7,7 %. Celle de la Russie se monte enfin à 46,6 millions de tonnes, soit une contraction particulièrement réduite de 3,3 %. La production sidérurgique mondiale (Chine exclue) atteint à peine 499 millions de tonnes pour les huit premiers mois de 2020, contre 576 millions de tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 13,4 %. De janvier à août 2020, la production sidérurgique chinoise a ainsi représenté 58,1 % de la production sidérurgique mondiale, contre 53,6 % un an auparavant...

De janvier à août 2020, les investissements en actifs fixes dans le secteur des transports ont affiché une hausse de 10,5 % en glissement annuel à 2 100 milliards de yuans, dont 329,8 milliards de yuans pour le seul mois d'août, un chiffre en hausse de 16,8 % en glissement annuel. Au cours de cette même période de huit mois, la production chinoise de métaux non-ferreux a enregistré une croissance de 3,3 % en glissement annuel à 39,9 millions de tonnes. Pour le seul mois d'août, la production chinoise combinée des dix principaux métaux non-ferreux (aluminium, cuivre, plomb, zinc, nickel, étain, antimoine, mercure, magnésium, titane), s'est montée à 5,3 millions de tonnes, un chiffre en hausse de 6,9 % en glissement annuel témoignant d'une accélération continue du rythme de la reprise de la croissance.

D'autres indicateurs essentiels sont également au vert, à l'instar de la forte réduction du déficit du commerce extérieur de services, permis notamment par la diversification et la montée en gamme rapides de l'économie chinoise. De janvier à août 2020, le déficit du commerce extérieur chinois de services s'est monté à 515,6 milliards de yuans, soit une baisse spectaculaire de 50,6 % en glissement annuel. Cette réduction est d'autant plus significative que le volume total du commerce extérieur de services du pays s'est monté à 2 990 milliards de yuans, soit une baisse très modérée de 16,3 % en glissement annuel. Cela indique que le volume des exportations chinoises de services a considérablement augmenté par rapport aux importations. De quoi assombrir la mine déjà bien sombre des USA qui sont traditionnellement l'acteur majeur du commerce mondial de services !...

Le commerce extérieur chinois de marchandises se porte également plutôt bien au regard de l'ampleur de la crise mondiale en cours. Le mois de juin a ainsi vu son volume <u>augmenter de 5,1 %</u> en glissement annuel. Pour le seul mois d'août, la hausse a atteint 6,0 % en glissement annuel à 2 880 milliards de yuans (soit 421,1 milliards de \$), du fait d'une hausse de 11,6 % des exportations et d'une baisse de 0,5 % des importations. Sur les huit premiers mois de l'année, le commerce extérieur de marchandises de la Chine <u>n'a diminué que de 0,6 %</u> en glissement annuel à 20 050 milliards de yuans, contre une baisse de 1,7 % un mois auparavant. Durant cette période, les échanges avec les pays de l'Asean affichent une croissance de 7 %.

En fait, c'est bien <u>l'industrie chinoise toute entière qui était déjà sortie de la récession</u> dès le second trimestre :

« Les données montrent que (...) l'économie chinoise a commencé à se redresser. L'indice du directeur des achats de l'industrie manufacturière en juin était de 50,9 %, se montrant stable au-dessus de la ligne entre la croissance et la récession pendant quatre mois consécutifs, indiquant que la dynamique de reprise économique de la Chine est consolidée et que la stabilité de la chaîne industrielle continue de se renforcer, et jetant les bases pour un démarrage économique stable au second semestre ».

La production industrielle chinoise du mois de juillet affichait ainsi une croissance de 4,8 % en glissement annuel, ramenant la contraction à 0,4 % en glissement annuel pour les sept premiers mois de l'année (contre une baisse de 1,3 % pour le premier semestre). De même, la production électrique chinoise affichait <u>une hausse de 1,9 %</u> en glissement annuel pour le mois de juillet à 680 TWh, contre une baisse de 0,9 % à 4 050 TWh pour les sept

premiers mois de l'année. Au cours des huit premiers mois de l'année, les bénéfices cumulés des grandes entreprises industrielles chinoises ont baissé de 4,4 % pour s'établir à 3 720 milliards de yuans. Mais pour le seul mois d'août, ils se montent à 612,8 milliards de yuans et affichent <u>une hausse vertigineuse de 19,1 % en glissement annuel</u>! Il ne fait donc aucun doute qu'en ce début du mois d'octobre, la Chine soit déjà parvenue à complètement effacer les pertes économiques enregistrées au 1^{er} trimestre!

Au second trimestre 2020, le PIB chinois affichait <u>une croissance de 3,2 % en glissement annuel</u> et de 4,4 % pour la valeur ajoutée de sa production industrielle. Au 1^{er} trimestre, le PIB chinois avait enregistré une baisse de <u>6,8 %</u> en glissement annuel. De même, le commerce extérieur chinois de biens affichait une évolution positive dès la fin du second trimestre. Enfin, la Chine est parvenue à réaliser tout ceci sans que l'on assiste à un creusement démesuré de sa dette extérieure qui a enregistré une croissance stable au 1^{er} semestre 2020 de 3,7 % en glissement annuel pour un encours total de <u>2 130 milliards de dollars</u>. Rien d'étonnant donc à qu'un sondage récent rapporte que plus de 80 % des chinois interrogés étaient <u>optimistes</u> en ce qui concerne la croissance future de leurs revenus. Un autre sondage publié le 17 août par l'institut Ipsos et portant sur 24 pays a également mis en évidence le fait que « l'indice de confiance des consommateurs chinois est le plus élevé au monde ».

A l'inverse, en Occident, c'est une vague de licenciements qui ne fait que débuter et promet un tsunami économique et social proche! En France, le tissu des petits artisans et petits commerces commence à être durement éprouvé, autant par le manque à gagner induit par le confinement, que par la baisse persistante de la fréquentation. On assiste à une hausse de l'épargne de précaution alors que les grandes entreprises commencent à annoncer en cascade les premiers plans de licenciements massifs, à l'instar du sous-traitant aéronautique AAA qui compte supprimer 600 de ses 1 500 emplois en France.

« <u>Tous secteurs confondus, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire s'attend lui à « 800 000 suppressions d'emplois au minimum » d'ici la fin de l'année ».</u>

A la fin du 2nd trimestre, qui a vu une « **chute historique** » du PIB américain de <u>9,5 % en glissement annuel</u> (et de 32,9 % en rythme annualisé par rapport au trimestre précédent), le taux de chômage officiel restait supérieur à 10 %. A la fin du mois d'août, qui a vu les créations d'emplois marquer le pas, le chômage américain restait encore considérablement supérieur à celui d'avant la pandémie, avec en outre le gonflement des effectifs des chômeurs de longue durée ainsi que <u>de nombreux emplois précaires et à temps partiel</u>. Le PIB des pays de la zone OCDE a diminué de 0,9 % au 1^{er} trimestre 2020 et plongé de <u>10,9 % au 2^{ème} trimestre 2020 en glissement annuel</u>. L'effondrement enregistré au 2nd trimestre 2020 représente le quadruple de celui enregistré au 1^{er} trimestre 2009, au plus fort de la crise des subprimes !... Voilà quel est le contexte général des mois à venir en Occident.

Les organes de propagande occidentaux critiquent la Chine au sujet du COVID-19, de la « démocratie » à Hong Kong, des Ouighours placés dans les camps de rééducation au Xinjiang, etc. Mais la Chine ne se laisse plus faire et répond aujourd'hui du tac au tac sans prendre de gants. Par la voix de son ministère des Affaires étrangères, elle enjoint ainsi désormais ouvertement le Monde à combattre « la désinformation et à ne laisser ceux qui sèment les rumeurs "nul endroit où se cacher", affirmant que la Chine elle-même était la "plus grande victime" de tels mensonges » : « depuis le début de la pandémie, certaines personnes et forces de la communauté internationale ont calomnié et dénigré la Chine de manière presque folle et hystérique avec des rumeurs ». La Chine n'a ainsi pas manqué de dénoncer « l'ingérence étrangère injustifiée dans les affaires de Hong Kong », déclarant que celleci ne ferait « que rendre la Chine plus déterminée à faire avancer la législation en matière de sécurité nationale pour Hong Kong ». De même le ministère chinois des Affaires étrangères <u>a récemment recadré le président français</u> après que celui-ci ait « déclaré dans une lettre adressée à un parlementaire que le traitement par la Chine de la minorité ouïghoure habitant dans la région autonome du Xinjiang est « inacceptable » et que la France s'y oppose fermement » :

« Il n'y a jamais eu de soi-disant « camps de rééducation » au Xinjiang. La région autonome ouïghoure du Xinjiang a pris une série de mesures antiterroristes et anti-extrémisme, notamment la création de centre d'enseignement et de formation professionnelle, qui ont obtenu des résultats positifs et apporté des contributions importantes à la lutte contre le terrorisme et aux pratiques extrêmes dans le monde. Depuis la fin de 2018, près de 1 000 personnes de plus de 90 pays, dont la France, se sont rendues au Xinjiang, où elles ont pu témoigner de la grande situation d'unité ethnique, de stabilité sociale et de prospérité et de développement au Xinjiang. Par ailleurs, Zhao Lijian a souligné que les questions liées au Xinjiang ne concernent pas les droits de l'homme, la religion et les questions ethniques, mais que ce sont des questions de lutte contre la violence, le terrorisme et la sécession. Il a en conséquence demandé aux parties concernées de respecter les faits et traiter la question du Xinjiang de manière objective et équitable ».

Que le larbin des banquiers occidentaux qu'est M^r Macron se le dise! Et puis, de vous à nous, la situation des minorités ethniques parquées dans les banlieues françaises défavorisées est-elle si reluisante? Que l'impérialisme français commence à balayer sa porte serait assurément la première condition avant de se permettre de porter des jugements à l'emporte-pièce sur la situation de minorités ethniques à l'étranger!...



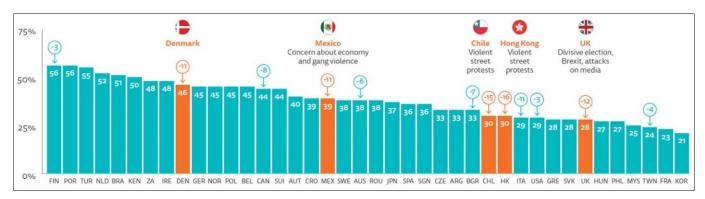
Ci-dessus, le 20 février 2019, à l'occasion du 34^{ème} dîner du CRIF, son président attrape fermement le bras droit du président Macron et le lève en signe de victoire (et de soumission). Sur la vidéo originale non tronquée (car ô combien explicite!), la mine déconfite d'un Macron humilié, qui tente d'abord de résister et d'abaisser son bras avant d'y renoncer, témoigne de sa soumission au lobby sioniste, l'un des traditionnels détachements de choc du Capital financier occidental... On voit bien qui commande les institutions soi-disant « démocratiques » en Occident et qui est réellement à la manœuvre dans la coulisse : une minorité de richards lobbyistes tapis dans l'ombre et manipulant quotidiennement leurs fidèles hommes de paille!

La vérité est que les pays impérialistes en déclin d'Occident cherchent à faire diversion au moyen de fake news, afin de créer des difficultés à la Chine, pour tenter de faire oublier leurs propres difficultés... Mais ces dernières sont d'une toute autre ampleur!

Les rituelles logorrhées verbales anti-chinoises, anti-russes, anti-iranniennes, etc., des mass-médias occidentaux ne sauraient masquer le fait essentiel que l'Occident apparaît de plus en plus impuissant face à son grand déclassement, désormais imminent. Ces vociférations peuvent bien faire illusion (encore que de manière très imparfaite) à destination des peuples des métropoles impérialistes en voie de déclassement, mais aucunement vis-à-vis des peuples rendus responsables de ce déclassement. Il n'est aujourd'hui pas difficile de voir quel bloc impérialiste est aujourd'hui en difficulté sur la scène internationale et par conséquent contraint au déversement systématique de mensonges pour couvrir ses forfaits : c'est indéniablement l'Occident qui procède actuellement au lavage de cerveaux le plus perfectionné et est parvenu à faire de sa machinerie des médias et des spectacles une formidable machine d'abrutissement idéologique des larges masses exploitées.

Pour l'illustrer, nous nous contenterons de rapporter les résultats d'un sondage *Ifop* mené récemment sur la population américaine, <u>69 % des américains</u>, soit plus des deux tiers, ne connaissent même pas la signification des célébrations du 8 mai 1945. Parmi les sondés, 11 % ont même déclaré que les USA étaient alors en guerre contre la Russie à cette époque, et 5 % contre la Chine !... Au sein même des métropoles impérialistes en cours de déclassement, les mass-médias traversent une crise de confiance sans précédent : nous assistons aujourd'hui, comme l'a expliqué récemment un analyste lucide, au « grand naufrage des médias mainstream occidentaux ».

Selon un sondage publié le 18 juin par l'institut *Reuters* et portant sur des données datant de janvier-février, donc avant que la pandémie de COVID-19 ne frappe officiellement l'Occident, le taux de confiance de la population dans ses médias nationaux a démontré une tendance générale à la baisse au cours des dernières années.



« Le « *Reuters Institute Digital News* » est un outil qui fait partie intégrante du système médiatique mainstream occidental. Il n'a, par conséquent, aucun intérêt à noircir l'image des médias de son camp. Les résultats de ses sondages ne peuvent donc être biaisés, s'ils le sont, que dans un sens favorable à ceux-ci. En clair, les taux de confiance pourraient bien être, en réalité, moins élevés qu'annoncés... »

Selon *Reuters,* le taux de confiance de la population dans les grands médias ne dépasse la barre de 50 % dans quasiment aucun pays du camp occidental. La confiance est même particulièrement basses pour les meneurs de la meute : les USA récoltent 29 % de confiance, le Royaume-Uni 28 % et la France, avec ses 23 % talonne les 21 % de la Corée du Sud. Les convulsions nationales et internationales des dernières années ont accéléré cette érosion des illusions populaires : le taux de confiance s'est effondré de 12 points en France durant la période 2018-2020, de 10 points aux USA sous la présidence Trump (2017-2020) et de 15 points au Royaume-Uni sur la même période ! La réalité est que moins d'une personne sur trois ou quatre fait encore confiance aux grands médias traditionnels de leur pays pour être bien informés ! Quatrième média étranger le plus lu par les français après HuffPost, Yahoo et MSN, le média russe Sputnik, a récemment vu être qualifié « d'organe de propagande » par des membres du gouvernement français et le Président Macron qui ont appelé « le public à les boycotter »... Un appel suivi par Facebook qui a déjà menacé « de désactivation » la page du média russe qui y compte aujourd'hui plus de 1,3 million d'abonnés...

Répétons-le encore, ce sondage date d'avant le fiasco de la gestion sanitaire occidentale du COVID-19. L'ampleur réelle de la défiance populaire à l'égard des médias subventionnés s'est sans aucun doute considérablement accrue au cours des derniers mois. La réalité est donc qu'une large majorité des esclaves salariés des pays impérialistes d'Occident et de leurs alliés nourrissent déjà une méfiance extrême à l'égard des grands médias de leur propre pays! De plus en plus, la machinerie médiatique tend à apparaître sous son vrai jour : une machine de guerre destinée, selon les recommandations de Joseph Goebbels, à distraire, manipuler et abrutir les larges masses exploitées au lieu de les informer et de les éduquer, comme cela devrait l'être dans une démocratie populaire véritable ! La « démocratie » bourgeoise a indéniablement du plomb dans l'aile si l'on ajoute à ce tableau la défiance, elle aussi croissante, des peuples occidentaux vis-vis de la classe politique, aussi vénale que corrompue, censée les représenter... La défiance populaire est similaire en ce qui concerne la caste politique, d'ailleurs étroitement liée à sa consœur médiatique. Une récente enquête du <u>Pew Research Center</u>, un think tank américain majeur spécialiste des statistiques sociales et des sondages d'opinion, a révélé que la Chine arrivait en tête du classement mondial 2019 en termes de niveau de satisfaction de sa population vis-à-vis de son gouvernement, avec 86 % des chinois interrogés exprimant leur satisfaction, bien au-dessus de la moyenne mondiale de 47 %. A titre de comparaison, les <u>américains</u> et les <u>français</u> n'étaient en 2019 respectivement que 32 % et 34 % à se déclarer satisfaits de leur gouvernement... Si l'<u>Allemagne</u> est sensiblement au-dessus avec 59 %, le Royaume-Uni ferme à l'inverse la marche avec... 21 %! Avec 46 %, le <u>Japon</u> se situe dans la moyenne mondiale.

C'est dans ce contexte de défiance massive et croissante des esclaves salariés vis-à-vis des piliers de la « démocratie » bourgeoise que les élites françaises ont récemment essayé de renforcer l'arsenal législatif visant à criminaliser la contestation politique naissante et à bâillonner les médias alternatifs qui sèment les graines de la fronde dans les consciences en pleine effervescence (loi Avia). Pas besoin de celle-ci cependant pour faire taire les voix dissidentes : les algorithmes des moteurs de recherche ainsi que les suppressions arbitraires de comptes sont déjà utilisés, comme l'humoriste Dieudonné M'Bala M'Bala l'a expérimenté à la fin du mois de juin dernier avec la fermeture de son compte Youtube sous la pression du lobby sioniste. Son compte était fort de 400 000 abonnés.

Trouver un coupable extérieur qui puisse faire office de paratonnerre est à l'évidence essentiel à une époque où nos élites vont devoir affronter la colère et le désespoir de larges masses populaires condamnées à plonger

brutalement dans un nouveau tiers-monde après avoir été si longtemps privilégiées. Le réveil promet d'être aussi douloureux sur le plan matériel qu'explosif sur le plan social. Les représentants les plus lucides de la bourgeoisie occidentale ne s'y trompent pas, à l'instar du célèbre investisseur et économiste suisse Marc Faber au cours du Fund Insider Forum, organisé dernièrement par les quotidiens belges L'Écho et De Tijd. Surnommé D' Doom (catastrophe) pour sa vision « pessimiste » (réaliste dirions-nous) de l'économie et des marchés, Marc Faber s'est rendu célèbre pour avoir conseillé à ses clients de vendre leurs actions une semaine avant le krach boursier de 1987. Celui-ci avait accompagné la phase finale de l'effondrement du social-imérialisme soviétique... En 2011, il avait aussi qualifié d' « investissement suicidaire » la dette publique américaine... Marc Faber n'est aujourd'hui guère optimiste. Dès le mois d'août 2020, il avertissait que « l'économie est actuellement dans un rebond de chat mort et que les sommets observés en 2018-2019 ne reviendront pas avant longtemps... et de longues... années ». Il dénonce aujourd'hui une bourse « totalement décorrélée de l'économie et depuis 2008, elle ne vit que de l'argent créé par les Banques centrales » : depuis le début de la pandémie, le bilan de la FED et de la BCE ont explosé : « une telle orgie de liquidités est de nature à faire peser un risque sur les monnaies ». Pour lui, « les investisseurs se trouvent sur un navire qui fait naufrage » :

« La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si l'on se rue dès à présent dans les canots de sauvetage ou si l'attend encore un peu dans l'espoir que le capitaine offre une tournée gratuite. »

Marc Faber dit craindre, « de possibles flambées de violence, voire des révolutions » accompagner « l'explosion économique et sociale » alors que les politiques des banques centrales occidentales ont « créé énormément de richesses pour une petite élite, mais ont réduit en miettes les perspectives pour la jeunesse ». Ainsi, « les jeunes qui ont aujourd'hui 20 ou 30 ans seront les premiers de notre histoire à vivre une situation moins bonne que celle de leurs parents », « c'est du jamais vu » ! Pour Marc Faber, en attendant ce « reset », il faut se diriger vers les matières premières agricoles, les métaux industriels ou « acheter un morceau de Chine et d'Inde »...

Et la voix de Marc Faber n'est pas isolée : on voit se multiplier à grande vitesse les avertissements lancés par les analystes intelligents. Selon le célèbre courtier Alasdair Macleod, membre du London Stock Exchange depuis quatre décennies, les derniers mois ont vu la Chine « modifier sa politique d'importation » et prendre prétexte de la dégradation des relations avec les USA pour « <u>réduire son exposition au dollar de manière plus agressive</u> ».

« Le 3 septembre, le journal chinois d'État *Global Times*, qui est le porte-parole du gouvernement, a publié un article en première page dans lequel il avertissait que : « La Chine va progressivement réduire ses avoirs en dette américaine à environ 800 milliards de dollars dans des circonstances normales. Mais bien sûr, la Chine pourrait vendre toutes ses obligations américaines dans un cas extrême, comme un conflit militaire ». »

Alasdair Macleod observe que la Chine se montre aujourd'hui prête à « intensifier la guerre financière contre l'Amérique » et notamment « à faire s'effondrer le marché du Trésor américain ». La Chine « stocke désormais de manière agressive des produits de base et d'autres matériaux industriels, ainsi que des denrées alimentaires et d'autres fournitures agricoles ». Selon l'analyste, l'Etat chinois a également accumulé entre 15 000 et 20 000 tonnes d'or au cours des dernières décennies : elle a « pris le contrôle des marchés physiques de l'or et est devenue le plus grand producteur d'or au monde, à la fois en Chine et par l'acquisition de mines étrangères ». Pourquoi ? Pour être en mesure de lâcher complètement le dollar tout en garantissant la valeur du yuan grâce à un montant inégalé d'or physique, en d'autres termes la Chine est en mesure de faire face aux grosses turbulences mondiales qui vont accompagner la chute du dollar :

« Si la Chine veut prospérer dans un monde post-dollar, elle doit être prête à adapter son modèle commercial en conséquence. La preuve en est qu'elle a prévu cette éventualité depuis longtemps. Ses racines marxistes de l'époque de Mao ont informé les économistes et les planificateurs chinois que le capitalisme se terminerait inévitablement par la destruction des monnaies occidentales. (...) Il est de plus en plus difficile de voir comment on peut éviter une falaise pour le dollar. Des décennies d'exploitation de la première partie du dilemme de Triffin, selon lequel il incombe au fournisseur d'une monnaie de réserve d'accuser des déficits afin de garantir la disponibilité d'une monnaie adéquate pour ce rôle, arrivent à leur terme. Ceux qui citent Triffin ont tendance à ignorer le résultat annoncé, à savoir que la partie 2 est l'inévitable crise qui découle de la partie 1. Et avec plus de 130 % du PIB américain actuel représenté par des dollars et des titres en mains étrangères, le bord de la falaise de Triffin interpelle. (...) La détermination renouvelée de la Chine à se débarrasser à la fois des obligations libellées en dollars et des dollars est une crise en développement pour l'Amérique et la politique monétaire de la Fed ».

Il est essentiel de bien avoir en vue le fait que la Chine et les USA détiennent officiellement respectivement 2 000 et 8 000 tonnes d'or. Dans cette partie de poker, les cartes des deux joueurs sont truquées, celle de la Chine à la

baisse, celle des USA à la hausse, car <u>certains analystes occidentaux</u> sont persuadés que les USA n'ont pas les 8 000 tonnes d'or physique qu'ils revendiquent :

« Pratiquement aucune banque centrale dans le monde ne publie un audit complet de son or physique ou de ses positions en produits dérivés. Les États-Unis ne l'ont pas fait depuis les années 1950. Idem dans la plupart des autres pays. Étant donné que l'or est un actif important détenu par l'État, il semble évident qu'un audit indépendant et détaillé devrait être effectué. La raison pour laquelle aucun pays n'entreprend ou publie d'audit est clairement parce qu'il n'a pas l'or. Un audit complet de l'or des banques centrales occidentales révélerait très probablement que la majorité de l'or a disparu. Certaines banques ont peut-être de l'or papier, mais elles ne récupéreront jamais l'or physique qui a été expédié en Chine et en Inde. (...) Des sources proches de de Gaulle m'ont informé qu'il était déjà certain, à la fin des années 1960, que les États-Unis n'avaient plus d'or ».

Par conséquent,

« Lorsque la Chine annoncera un yuan soutenu par l'or, ce qui n'est pas improbable, elle déclarera ses 20 000 tonnes et plus... La Chine accumule de l'or depuis des décennies. Ses réserves officielles s'élèvent à 2 000 tonnes. Il est largement admis que leurs avoirs réels sont 10 fois supérieurs. Les initiés qui ont travaillé avec les chinois confirment qu'ils détiennent probablement plus de 20 000 tonnes. Toute la production d'or domestique en Chine, actuellement de 400 tonnes par an, est destinée au gouvernement. Lorsque la Chine annoncera un yuan soutenu par l'or, ce qui n'est pas improbable, elle déclarera ses 20 000 tonnes et plus, puis défiera les États-Unis de prouver qu'ils détiennent 8 000 tonnes. Cela conduira à des échanges intéressants, qui, espérons-le, ne seront que verbaux ».

Pour Alasdair Macleod, le marché de l'or est « extrêmement dangereux en ce qui concerne les banques de gestion des lingots physiques, les swaps et les courtiers » qui vont bientôt, « devoir livrer de l'or physique qu'ils n'ont pas », et le courtier de bien insister sur le fait « qu'ils n'en ont pas »... De ce fait,

« Le prix [de l'or] est déjà en route vers l'infini ou, plus exactement, le dollar est en route vers zéro. La question à laquelle je pense que vous voulez vraiment avoir une réponse est combien de temps cela prendra-t-il ? À mon avis, pas très longtemps. Probablement d'ici la fin de l'année parce que quelque chose se passe en arrière-plan, à savoir une crise bancaire qui se développe. (...) Si vous détruisez la devise, vous détruisez tous les actifs financiers qui y sont adossés. C'est ce qui se passe. C'est en cours. ».

C'est jusqu'au magazine économique Capital qui avertissait hier encore dans un article intitulé « Vers un effondrement du dollar... et une explosion de l'or ? » que le dollar avait perdu 10 % de sa valeur face à l'euro depuis le début de l'année 2020. Pour l'économiste Stephen Roach, ancien président de Morgan Stanley Asie, cette tendance devrait se poursuivre en 2021 puisque le dollar demeure « la devise la plus surévaluée du monde » ! Du fait de « la conjonction d'une érosion sans précédent de l'épargne intérieure et du déficit des paiements courants » des USA, « le dollar est bien parti pour signer une chute historique d'ici fin 2021 ».

Le rôle du dollar comme monnaie de réserve mondiale touche aujourd'hui à sa fin. A l'inverse, le yuan a de beaux jours devant lui. Une enquête du FMI portant sur la fin du mois de mars 2020 mettait en évidence une augmentation des réserves de change libellées en yuans, témoignant « <u>de la confiance des investisseurs dans la résilience économique du pays malgré les chocs dus au COVID-19</u> ».

Fortune Global 500 : la Chine double les USA en 2019!

THE RISE OF **2020 A SLEEPING GIANT WAKES** NUMBER OF COMPANIES IN THE TOP 500 For the first time ever, mainland China, including Hong Kong, tops the U.S. in representation on the Global 500 with 124 companies on the list, compared with 121 for the U.S. Add in Taiwan, and the total for Greater China is 133. This shift is historic: Twenty years ago, there were just 10 Chinese companies on the Global 500. Chinese companies still lag in terms of total revenue. But the growing number of companies from "Let her sleep," Napoleon Bonaparte supposedly warned of the sleeping giant China, "for when she wakes she China in the Global 500 makes the case that shake the world." With the world's second-largest economy and a population of 1.4 billion, China is every bit the the "American Century," a phrase Fortune's colossus-and very much awake. Smart policy decisions along the way have helped. The country's WTO membership helped improve trade and decentralize its economy. Large-scale capital investment stoked economic growth and rapid productivity gains maintained it. For nearly four decades, China's GDP grew at an average annual rate of nearly 10% founder Henry Luce coined back in 1941, has at last given way to a new reality -"the fastest sustained expansion by a major economy in history," according to the World Bank.

En 2009, la Chine ne comptait que 37 entreprise figurant dans la liste des 500 plus grosses entreprises mondiales. Selon le <u>Fortune Global 500</u> 2020 pour l'année 2019, elle en compte désormais 124 et surclasse les USA.

Dans sa présentation <u>History of the Fortune Global 500</u>, le magazine américain insiste sur « **l'ascension de la Chine** » : « **un géant endormi s'éveille** », avant de rappeler l'avertissement lancé par Napoléon : « Laissez-la dormir » car « quand elle s'éveillera, elle ébranlera le Monde »...

Fortune Global 500	2009		2020	
	Effectif	Revenus	Effectif	Revenus
Chine	37	1 660	124	8 290
USA	140	7 540	121	9 810
Europe	189	10 410	138	8 560
Japon	68	2 980	53	3 120

En 2019, les 500 plus gros monopoles mondiaux ont cumulé un chiffre d'affaires de 33 300 milliards de \$. Parmi ces monopoles, plus de 87 % ont pour port d'attache les principaux pays impérialistes, preuve que les plus gros monopoles restent l'instrument de leur domination mondiale. La nouveauté fondamentale est cependant la rapide émergence de la Chine qui a fait reculer la part de l'ensemble de ses concurrents, qui ont tous reculé d'un point de vue relatif, le Japon ayant stagné d'un point de vue absolu en termes de revenus, et l'Europe ayant même reculé sous cet angle. L'année 2020 verra inévitablement la Chine consolider sa nouvelle position et peut-être même dépasser les USA également en termes de revenus...

Les 500 plus grosses entreprises chinoises ont réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de <u>86 020 milliards de yuans</u>, en hausse de 8,75 % en glissement annuel, tandis que leurs bénéfices ont augmenté dans le même temps de 10,2 %, avec un chiffre d'affaires minimum de près de 36 milliards de yuans. Parmi ces entreprises, on compte 217 entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 100 milliards de yuans (contre 194 en 2018) pour un total combiné de 69 780 milliards de yuans.

Evolutions majeures du secteur énergétique chinois : un nouveau leadership mondial silencieux !

En 1999, la production hydroélectrique chinoise se montait à 196,6 TWh, soit 7,5 % de la production mondiale. En 2019, elle a atteint <u>1 269,7 TWh</u>, soit 30,1 % du total mondial. Le secteur hydroélectrique a ainsi fourni 17,4 % de l'électricité chinoise. La même année, le Brésil, le Canada et les USA ont produit respectivement 399, 382 et 271 TWh d'hydroélectricité. En vingt ans, la production hydroélectrique mondiale (Chine exclue) n'a augmenté que de 543 TWh (soit 22,5 %). Dans le même temps, celle de la Chine a augmenté de 1 073 TWh, soit 545,8 %!



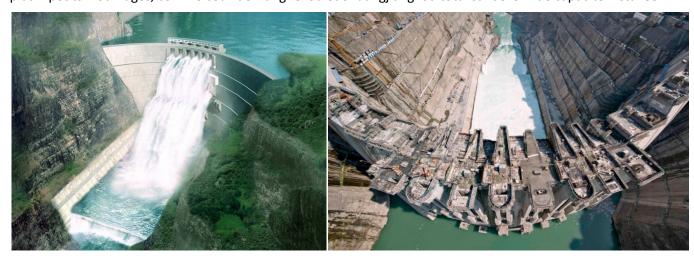
Ci-dessus, la disposition des principaux ouvrages hydroélectriques (2 GW et +) sur le fleuve Yang-Tsé.

L'ampleur de l'effort déployé par la Chine dans le domaine hydroélectrique n'a à l'évidence aucun précédent dans l'Histoire du capitalisme. Mais ce n'est pas le seul secteur énergétique dans lequel la Chine a conquis le leadership mondial. En 2016, la Chine a dépassé les Etats-Unis en tant que premier producteur mondial d'électricité d'origine éolienne. En 2019, elle en a produit 405,7 TWh (soit 28,4 % de la production mondiale), contre 303,1 TWh pour les USA et 126 TWh pour l'Allemagne. La domination mondiale de l'éolien chinois n'est à l'évidence pas prête de prendre fin, alors que la Chine a commencé à mettre en service ses premières éoliennes offshore de fabrication nationale de 10 MW.

De même, en 1999, la Chine ne comptait pour rien dans la production d'électricité photovoltaïque. En 2019, ce secteur a généré 223,8 TWh d'électricité (soit 30,9 % de la production mondiale), bien loin des USA et de leurs 108,4 TWh, du Japon avec ses 75,3 TWh et de l'Allemagne (47,5 TWh).

En 2019, la Chine a ainsi généré un total de plus de 1 899 TWh d'électricité d'origine 100 % renouvelable et particulièrement bon marché. Cela représente près de la moitié de la production électrique des USA. A titre de comparaison, la production électrique totale annuelle d'un pays comme la France ou l'Allemagne avoisine 600 TWh et celle du Japon et de la Russie est de l'ordre de 1 000 TWh. En 2019, la production éolienne et photovoltaïque chinoise a représenté davantage que la production électrique française!

C'est à l'évidence, comme nous l'avions déjà souligné il y a déjà une décennie, un avantage compétitif structurel à long terme indéniable pour l'économie chinoise dans son ensemble. Ce constat devrait se renforcer au cours des années à venir qui promettent par exemple l'entrée en service proche de nouvelles centrales hydroélectriques géantes comme celles de <u>Wudongde</u> et <u>Baihetan</u>. La première, qui a commencé à fournir de l'électricité <u>cet été</u>, sera achevée en 2021 et ses 10 GW de puissance installée lui permettront de produire annuellement autour de 39 TWh d'électricité. La seconde sera achevée en 2022 et ses 16 GW de puissance installée lui permettront de produire annuellement 60 TWh d'électricité. Les trois prochaines années verront également l'entrée en service de plus « petits » ouvrages, comme ceux de Lianghekou et Shuangjiangkou totalisant 5 GW de capacité installée.



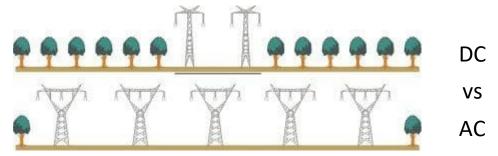
Ci-dessus : Modélisation du barrage de Baihetan, haut de 277 mètres. Vue plongeante du chantier à l'été 2019.

Avec une capacité installée qui flirtera avec les 400 GW, la Chine aura alors atteint l'exploitation des deux tiers de son potentiel hydroélectrique. Il nous apparaît important de noter que la Chine est en train de se construire un réseau électrique ultra-moderne à l'échelle nationale grâce à un réseau de transport d'électricité à ultra haute tension – 800 kV et plus en courant continu (UHVCD) pour le transport à très grande distance et 1 000 kV en courant alternatif (AC) pour les lignes de moins de 1 000 km – , capable de transporter l'électricité sur des milliers de kilomètres avec un minimum de pertes, à l'instar de la ligne HVDC de Zhundong-Wannan. Approuvée en décembre 2015 pour un coût de 40 milliards de yuans, elle a été mise en service en 2019, elle est longue de 3 324 km, possède une tension de 1 100 kV, une capacité de 12 GW et est capable de transférer 66 TWh par an, de quoi alimenter 50 millions de foyers chinois. Cette ligne, qui a utilisé de nouveaux transformateurs diélectriques ayant nécessité un design complètement différent des « traditionnels » transformateurs de 800 kV, a désormais trois records du monde à son actif (tension en courant continu, capacité et longueur).

Pour une tension de 400 kV, le courant continu est supérieur au courant alternatif dès 250 km. Sur une longueur de 1 500 km, il permet de diviser les pertes de transmission d'un facteur deux. De même, la hausse de la tension permet de limiter les pertes de transmission : elles sont quatre fois moindre sur une ligne de 400 kV comparée à une ligne de 200 kV en courant alternatif. Les pertes dues à l'effet joule sont en effet inversement proportionnelles au carré de la tension : elles sont divisées par quatre quand la tension double ! En combinant les avantages de l'ultra-haute tension (800 kV et plus) aux avantages du courant continu, la Chine s'assure ainsi de disposer du réseau de transport électrique le plus efficient au monde. La Chine s'enorgueillit aujourd'hui avec raison d'avoir mis en service « le premier réseau électrique à courant continu flexible du monde » considéré comme le pré-requis pour « résoudre le problème de la consommation à grande échelle d'énergies nouvelles », souvent intermittentes et éloignée des grands centres de consommation. Le courant alternatif s'est longtemps

imposé du fait qu'il était beaucoup plus simple et bon marché de convertir les très hautes tensions requises par le transport de l'électricité sur de longues distances en des tensions très inférieures utilisées dans les foyers.

Outre ses pertes de transmission très inférieures, le courant continu a des avantages indéniables sur les très longues distances en termes d'allègement de la structure portante et de moindre occupation de la surface au sol : 2 faisceaux de conducteurs UHVDC remplacent 2 systèmes triphasés, soit 6 faisceaux de conducteurs. La liaison de 3 GW reliant Shanghai au barrage des Trois Gorges aurait nécessité 5 pylônes électriques AC, contre seulement 2 en DC. La liaison UHVCD permet enfin une flexibilité de réseau inaccessible au courant alternatif (connexion de réseaux asynchrones, stabilité supérieure, pilotage des réseaux complexes).



Il y a une décennie, la Chine était le premier pays au monde à se lancer dans la construction d'un réseau de transport d'électricité à ultra haute tension en courant continu (UHVCD). La Chine possède aujourd'hui déjà plus de 30 000 km de lignes à ultra-haute tension, dont plus de 25 000 km, soit les 5/6, sont en courant continu. Et plus de 10 000 autres km de lignes HVCD seront bientôt achevés. Parmi ces nouvelles lignes figurent celle de Wudongde-Guangxi-Guangdong, longue de 1 489 km et celles de Baihetan-Jiangsu et Baihetan-Zhejiang, longues respectivement de 2 172 et 2 193 km. Avec ce réseau, dont l'efficience et la capacité n'ont aucun équivalent dans le monde, la Chine est de plus en plus capable de transporter la production électrique massive de ses centrales hydro-électriques de l'ouest vers les zones densément peuplées de l'est et du sud, mais aussi de stocker les surplus de production des énergies renouvelables intermittentes (solaire, éolien) grâce à son parc de centrales hydro-électriques en pompage-turbinage. A elles seules, les centrales hydro-électriques de Fengning et Hongping représentent une puissance installée de 6 GW en pompage-turbinage. La Chine possède aujourd'hui déjà la première capacité installée en pompage-turbinage au Monde (30,3 GW), devant le Japon (27,6 GW) et les USA (22,9 GW), et compte en outre plusieurs autres centrales de ce type en construction.



Ci-dessus: à gauche, la station de conversion UHVDC 800 kV de Longmen. A droite, un des 14 transformateurs 1 100 kV livrés par l'entreprise chinoise <u>TBEA</u> dans le cadre de la construction de la ligne UHVCD Zhundong-Wannan. Long de 38 mètres pour 14 mètres de haut, il pèse près de 900 tonnes... L'allemand Siemens et le suisse ABB Group en ont également fourni quelques unités (quatre pour Siemens).

Le parc nucléaire chinois, en pleine expansion, possède aujourd'hui un poids somme toute modéré dans la structure énergétique chinoise (348,7 TWh produits en 2019, soit 4,6 % de la production électrique chinoise). La Chine compte aujourd'hui 13 réacteurs nucléaires en construction pour une capacité installée de 13,9 GW (soit une production annuelle de l'ordre de 110 TWh). D'ici 2025, la capacité installée du parc de centrale nucléaires du pays devrait atteindre 70 GW, soit une production annuelle de l'ordre de 560 TWh. En outre, les réacteurs

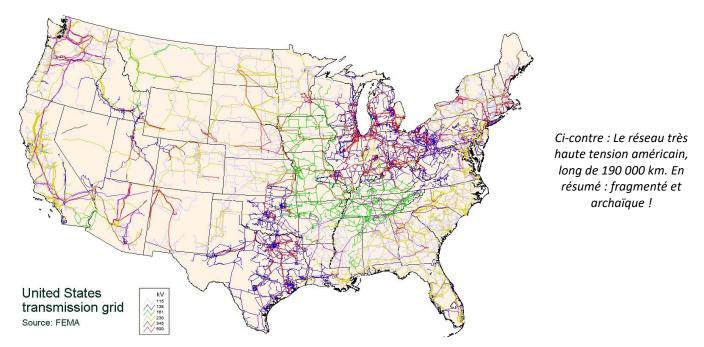
nucléaires chinois, de construction récente, laissent espérer plusieurs décennies d'utilisation dans de bonnes conditions. La même conclusion vaut pour le parc chinois de centrales à charbon, que deux décennies d'efforts « climatiques » ont dans son immense majorité permis d'atteindre le niveau mondial le plus avancé.

Cette conclusion vaut également pour le secteur nucléaire alors que la Chine vient d'annoncer avoir « achevé la recherche et le développement sur la technologie nucléaire de troisième génération CAP-1400 (Guohe One) ». la Chine a réalisé cette recherche de manière indépendante lancée en 2008 grâce au travail de 26 000 ingénieurs en technologie. Selon le concepteur en chef du projet, le nouveau réacteur possède « un coefficient de sécurité élevé, des performances économiques solides et de multiples innovations ». De plus, il a permis à la Chine de « briser les monopoles technologiques à l'étranger dans de nombreux domaines et détient des droits de propriété intellectuelle et d'exportation indépendants ». Il est capable de fournir une puissance continue de 1,5 GW soit une production annuelle de 13 TWh. Ce sont aujourd'hui 90 % des équipements du CAP-1400 impliquant 477 entreprises chinoises qui sont fabriqués en Chine : toutes ses pièces et matériaux clés, comme les pompes de liquide de refroidissement du réacteur, les soupapes de décharge, les générateurs de vapeur, les composants internes des cuves sous pression du réacteur et les mécanismes d'entraînement des barres de commande. Conçu pour fonctionner pendant 60 ans, il offre une performance de sécurité maximale face aux catastrophes naturelles, en premier lieu les tremblements de terre et les inondations. Le nouveau réacteur chinois, également disponible à l'exportation, intéresse déjà la Turquie et l'Afrique du Sud qui ont entamé des discussions. Bref, l'EPR français, d'ailleurs en bien grande difficulté en Europe, peut aller se faire rhabiller...

Dans un article daté du 9 juillet 2020 et intitulé « <u>La Cour des comptes démolit le chantier de l'EPR</u> », même un média aux ordres du pouvoir est forcé de reconnaître que ce chantier « **était un fiasco industriel** » et constituait « **une impasse industrielle et financière** » résumée par une mise en service désormais prévue pour la mi-2023 dans le meilleur des cas, soit un retard de livraison de 11 années! Selon la Cour des comptes qui émet « des doutes sur l'avenir de cette filière EPR », la facture finale de l'EPR de Flamanville s'élèvera au moins à... 19 milliards d'euros, bien loin des 3,5 milliards prévus initialement en 2006 au moment du lancement du chantier! (c'est-à-dire un surcoût de 443 %...) La vérité, aussi crue que brutale, est que le niveau de compétence de l'ingénierie de la filière nucléaire chinoise dépasse aujourd'hui de loin celui de la France car « **seuls les deux EPR chinois ont été lancés « avec succès » en 2018 et 2019 mais avec un retard de cinq ans et un surcoût de 60 % ». Les chinois ne construiront à l'évidence aucun autre réacteur EPR et lui préfèreront naturellement son homologue CAP-1400...**

Le réseau électrique chinois est d'ores et déjà très supérieur à celui de nombre de ses concurrents en déclin dont le réseau de transport et de distribution d'électricité est moins efficient sur le plan énergétique et vieillissant sur le plan pratique. En France, le réseau à très haute tension est composé de lignes 225 et 400 kV en courant alternatif. L'approvisionnement de ce réseau promet en outre d'être de plus en plus problématique au fil des années, avec un secteur nucléaire aussi prépondérant (71,9 % de la production électrique française en 2019) que vieillissant (avec une moyenne d'âge de 35 ans pour son parc de réacteurs dont la durée d'exploitation initialement escomptée était de quarante ans...). Le réseau électrique américain utilise pour sa part des lignes à très haute tension de 115 à 500 kV AC. Son parc de centrales, plus diversifié (le nucléaire a fourni 19,4 % de la production électrique américaine en 2019), est moins problématique que celui de l'impérialisme français. Le Japon ne possède pour sa part qu'une seule ligne ultra-haute tension 1 000 kV AC longue de 427 km. Depuis la catastrophe de Fuskushima, il y a neuf ans, le secteur nucléaire japonais a été quasiment mis à l'arrêt : la production électrique japonaise d'origine nucléaire est passée de 292,4 TWh en 2010 à 18 TWh en 2012. Elle s'est montée à 65,6 TWh en 2019, soit 22,4 % de son niveau de 2010.

Les dernières décennies n'ont cessé d'illustrer la fragilité et la vétusté du réseau de distribution électrique US – à l'instar du <u>blackout de 2003</u> qui a touché 50 millions de personnes –, et les prochaines années ne devraient pas voir ce constat s'améliorer radicalement : en 2018, le <u>projet UHVDC américain de 600 kV</u> devant relier les parcs éoliens de l'Oklahoma à Memphis dans le Tennessee a vu le Département américain de l'Énergie lui retirer son soutien après que l'Arkansas qu'il devait traverser se soit opposé à sa construction... On estime aujourd'hui que les pertes de transmission se montent à 5 % en ce qui concerne <u>le réseau de transport et de distribution électrique US</u>. « <u>Nous sommes une superpuissance avec un réseau électrique du tiers-monde</u> », se désolait il y a dix-sept ans Bill Richardson, gouverneur du Nouveau-Mexique et ancien secrétaire à l'Energie de Clinton... Le réseau de distribution électrique US sur lequel les pannes ne peuvent être isolées faute de maillage suffisant est victime de sous-investissement chronique et ses équipements datent pour la plupart des années 1950.



S'il y a une décennie, la production électrique américaine et chinoise étaient encore voisines, l'écart est aujourd'hui substantiel entre les deux protagonistes : en 2019, la Chine a généré 7 503,4 TWh d'électricité, contre 4 401,3 TWh pour les USA. L'année 2020 verra sans aucun doute la Chine « doubler » la production électrique américaine, sous l'action conjuguée de la poursuite de la croissance chinoise et de la récession aux USA... Mais dès 2019, alors que la Chine avait enregistré une croissance de sa production électrique de 4,7 % en glissement annuel, celle des USA était négative de 1,3 %, preuve supplémentaire que la santé économique américaine laissait à désirer bien avant la crise du COVID-19... Le même constat vaut également pour l'Europe qui a vu sa production électrique reculer de 1,8 % en 2019. Il est intéressant de constater qu'un recul d'une ampleur assez comparable s'observait également en 2008-2009 aux USA et en Europe...

High Tech : en marche vers un découplage Chine/Occident!

Dans le domaine de la 5G, la Chine reste le leader mondial incontesté. En dépit des sanctions américaines, Huawei avait déjà écoulé plus de 15 millions d'appareils 5G dans le monde au printemps 2020, soit une part de marché mondiale de 33 %. A elle seule, la capitale chinoise compte aujourd'hui plus de 5 millions d'utilisateurs de la 5G ! En dépit des sanctions US visant à tarir son approvisionnement en puces 5G, Huawei se déclarait encore récemment déterminé à « faire face à la répression toujours plus forte du gouvernement américain », affirmant disposer « de suffisamment de stocks de semi-conducteurs pour ses activités axées sur les entreprises telles que les stations de base de télécommunications ». Huawei annonçait au même moment être capable de pouvoir rapidement « se passer de composants américains » pour le déploiement de la 5G en Chine puisqu'il qu'il lancerait dès le mois d'octobre la production de masse de stations de base 5G dépourvues de tout composant électronique américain, visant une production mensuelle de 5 000 unités au départ. Grâce à cette substitution, Huawei vise une production de 1,5 millions d'unités en 2021, contre 600 000 cette année... Un manque à gagner évident et durable pour les firmes américaines... A défaut de pouvoir encore compter sur TSMC, Huawei peut aujourd'hui commencer à compter sur son compatriote, le fondeur chinois SMIC, qui a commencé à graver pour lui des puces octocores Kirin 710A en 14 nm dès le mois de mai 2020, constituant de l'aveu de la presse spécialisée occidentale « une belle preuve des avancées de SMIC au fil des années ».

Quant à l'écosystème logiciel US, Huawei a annoncé qu'il le remplacerait <u>dès 2021</u> dans ses Smartphones par son propre système d'exploitation HarmonyOS et sa propre boutique d'applications, Huawei AppGallery. Ainsi, les sanctions américaines promettent de se montrer très rapidement contre-productives en poussant la Chine à remplacer au plus vite les composants matériels et logiciels de technologie US par les siens!

Au gré de la reprise de la vie économique et sociale en Chine, ainsi que de l'enfoncement continu de l'Occident dans une profonde crise sanitaire, économique et sociale, <u>Huawei a ravi à Samsung le leadership mondial sur le marché des Smartphones, en termes d'unités comme de revenus</u>. En avril 2020, la part de marché mondiale de

Huawei a représenté 21,4 % des 69,4 millions de Smartphones vendus dans le Monde, contre 19,1 % pour Samsung. Huawei s'est accaparé 76 % sur le marché chinois qui a affiché une croissance de 17,2 % en glissement annuel, contre un effondrement de 41 % du marché mondial. Huawei a confirmé son nouveau leadership mondial pour l'ensemble du second trimestre au cours duquel le marché chinois a représenté 34 % du montant mondial des ventes de Smartphones. Sur le segment de la 5G, le marché chinois a représenté pas moins de 72 % du marché mondial! De quoi grandement limiter les effets de la croisade occidentale anti-Huawei! Si au début de l'année 2020, le premier sinistre britannique Boris Johnson laissait encore la porte du marché britannique ouverte, ce n'est aujourd'hui plus le cas, comme le rapportait honnêtement un grand média atlantiste :

« Sous la pression des États-Unis engagés dans un bras de fer aux allures de guerre froide avec la Chine, le gouvernement britannique a annoncé le 14 juillet l'exclusion du géant chinois Huawei dans le développement de la nouvelle norme de téléphonie mobile 5G ».

Pékin a de toutes façon déjà averti qu'aux sanctions occidentales qui entreront en vigueur dans le secteur de la 5G, répondront des <u>contre-sanctions chinoises</u>: la Chine « étudie la possibilité de contrôles à l'exportation qui empêcheraient Nokia et Ericsson de vendre à d'autres pays les produits qu'ils fabriquent en Chine »... La crise mondiale ? Les sanctions ? Elle n'empêchent nullement Huawei de poursuivre son ascension mondiale : au 1^{er} semestre 2020, Huawei a vu son chiffre d'affaires atteindre 454 milliards de yuans (soit 64,9 milliards de \$), affichant <u>une hausse de 13,1 % en glissement annuel</u>, et ce avec une très confortable marge bénéficiaire nette de 9,2 %! Trump va assurément devoir réviser sa copie s'il veut vraiment réussir tordre le cou à Huawei...

La Chine compte également bien demeurer un acteur majeur du secteur mondial des supercalculateurs : à l'instar des USA et du Japon. Ces pays aujourd'hui au coude à coude disposent chacun d'un parc de supercalculateurs d'une puissance combinée de 0,53 à 0,64 exaflops. Le Centre national de superordinateurs de Tianjin a annoncé récemment travailler au développement de son premier supercalculateur exaflopique, <u>Tianhe-3</u>. Un seul supercalculateur exaflopique aurait une puissance voisine de celle de centaines des plus puissants supercalculateurs actuellement en service dans le Monde...

Après avoir réalisé le 3 janvier 2019 « <u>l'exploit inédit</u> » d'être parvenue à poser un rover sur la face cachée de la Lune avec sa mission Chang'e-4, la Chine poursuit aujourd'hui inexorablement sa marche vers l'espace avec le <u>lancement réussi</u> de la <u>sonde martienne chinoise Tianwen-1</u> dont la mission est d'une grande complexité, à savoir une mise sur orbite autour de Mars pour une observation complète, un atterrissage sur la surface de la planète et une exploration de l'environnement de Mars. Aucun pays n'a pour le moment atteint ces trois objectifs avec une seule sonde. De l'avis d'analystes occidentaux lucides, « la Chine frappe un grand coup » en tentant « d'envoyer d'un coup une mission avec un orbiteur et une plateforme atterrisseur avec un rover ». En cas de réussite, ce sera une « <u>prouesse</u> ». L'orbiteur comme le rover sont en outre bardés d'instruments scientifiques : le premier embarque des caméras de moyenne (MoRIC) et haute résolution (HiRIC), un radar à pénétration de sol (MOSIR), un spectromètre infrarouge (MMS), un magnétomètre (MOMAG) et deux détecteurs de particules (MINPA et MEPA) tandis que le second est doté d'une caméra stéréoscopique de navigation (NaTeCam), d'une caméra multispectrale (MSCam), d'un radar à pénétration de sol (RoSPR), d'un magnétomètre (RoMAG), d'un spectromètre imageur (MarsCoDe) et d'une station météorologique (MCS). La sonde martienne chinoise Tianwen-1 n'usurpe indéniablement pas son nom (qui signifie « Questions à l'univers »), car elle promet de fournir de <u>multiples éléments de réponse</u> aux scientifiques chinois...

« Les objectifs scientifiques de Tianwen-1 comprennent la cartographie de la morphologie et de la structure géologique de Mars, l'étude des caractéristiques de la surface du sol, et de la structure de la glace, l'analyse de la composition du matériau de la surface, la mesure de l'ionosphère, et les caractéristiques du climat et de l'environnement de Mars en surface, ainsi que la perception du champ physique et de la structure interne de Mars ».

Le secteur aérospatial privé se développe également rapidement en Chine. La société chinoise Commsat vient ainsi de <u>débuter la construction de la première usine de satellites privée à Tangshan</u>. Elle sera opérationnelle dès 2021.

Outre les acteurs étatiques traditionnels majeurs, le secteur aérospatial chinois compte en effet également des acteurs privés, comme LandSpace, dont le futur lanceur moyen d'une cinquantaine de mètres de hauteur pour une masse au décollage de 216 tonnes et alimenté par un moteur au méthane réutilisable. Le lanceur ZQ-2, qui devrait réaliser son vol inaugural en 2021, sera capable de placer jusqu'à six tonnes en orbite terrestre basse. La production de masse de la ZQ-2 et de ses moteurs commencera dans un avenir proche dans l'usine LandSpace de Huzhou, la première usine privée de fusées porteuses chinoises. Cette dernière sera capable de produire annuellement environ 15 fusées ZQ-2 dès 2022.

Après l'achèvement du nouveau complexe de construction de lanceurs Kuaizhou à Wuhan au début de l'année 2020, la Chine a annoncé que les travaux de construction d'un nouveau complexe à Haiyang, qui sera dédié à la production de lanceurs Longue Marche-11 à propergol solide, seraient « terminés avant mai 2021 ». Le nouveau complexe sera capable de produire une vingtaine de lanceurs par an.



Ci-dessus: Le 23 juillet 2020, une fusée Longue Marche-5 décolle du centre de lancement spatial de Wenchang situé sur l'île de Hainan, avec à son bord la sonde martienne chinoise Tianwen-1. Sa consœur américaine, lancée quelques jours plus tard, connaissait pour sa part des « difficultés techniques » seulement quelques heures après son lancement, la contraignant à se placer en mode sans échec. Au début du mois d'octobre, la sonde chinoise avait déjà mené avec succès deux corrections orbitales de mi-parcours ainsi que des auto-vérifications sur plusieurs charges utiles.

Le 4 septembre dernier a également vu le <u>lancement</u> réussi du CSSHQ, le premier avion orbital chinois. D'une masse de 8,5 tonnes, il offre une capacité d'emport supérieure à la navette automatique X-37B américaine (5 tonnes) et inquiète au plus haut point le Pentagone qui voit avec impuissance la Chine « répondre segment par segment aux capacités américaines » de « militarisation de l'espace », d'autant que ce premier vol de démonstration a vu le CSSHQ orbiter deux jours durant à proximité du dispositif orbital américain classifié USA-276 jugé « <u>ultra-sensible</u> »... Après deux jours d'opérations en orbite, le vaisseau spatial expérimental réutilisable chinois <u>atterrissait avec succès</u>.

Les ambitions spatiales de la Chine sont sans précédent, puisque, outre l'établissement de sa propre station spatiale d'une centaine de tonnes <u>d'ici 2022</u>, elle envisage ensuite « <u>d'établir une station scientifique sur la Lune et a entamé des recherches préparatoires sur ce sujet</u> ». Dans cette optique, les scientifiques chinois travaillent déjà « sur des engins spatiaux plus flexibles » capables « <u>de réaliser des vols inter-secteur, un accès libre et d'utiliser pleinement l'espace</u> ». Plus que jamais, le rêve spatial du Dragon, dont nous traitions déjà des multiples enjeux il y a une décennie, ne cesse de s'étoffer afin d'amener la Chine « <u>toujours plus loin dans l'espace</u> » et éclipse désormais les ambitions spatiales de l'Occident. Les derniers mois ont vu le lancement de satellites chinois variés à un rythme très soutenu, comme <u>Gaofen-9 03</u>, <u>Gaofen-9 04</u>, <u>Gaofen-9 05</u> et <u>Gaofen-11 02</u> (télédétection optique), <u>HY-1D</u> et <u>HY-2C</u> (observation maritime), <u>Shiyan-6</u> (étude de l'environnement de l'espace), <u>Ziyuan III 03</u> (topographie et cartographie à haute résolution), <u>HJ-2A et HJ-2B</u> (surveillance environnementale), et enfin le 55^e et dernier satellite de son réseau de positionnement satellitaire mondial <u>Beidou</u>, désormais achevé dans sa troisième itération, et qui fournit désormais des services exportés dans plus de 120 pays.

La précision en temps réel de ce réseau est tout simplement phénoménale en Chine où elle est <u>de l'ordre du centimètre</u> grâce à un support de 3 000 stations disséminées sur le sol chinois! Les 30 satellites opérationnels composant le réseau de positionnement chinois <u>Beidou-3</u> sont de construction 100 % nationale, depuis les liaisons inter-satellites jusqu'aux horloges atomiques de haute précision. Ces 30 satellites, déployés dans leur totalité en à peine plus de deux ans et demi, sont répartis comme suit : 6 satellites sur orbite géosynchrone et géostationnaire (situés à une altitude de 36 000 km) et 24 satellites sur orbite moyenne (évoluant jusqu'à une altitude de 22 000 km).

La Chine lancera également <u>au cours du premier semestre 2021</u> la production de masse d'une nouvelle puce de positionnement de nouvelle génération gravée en 22 nm et dédiée à son système de navigation par satellite Beidou. La puce, plus compacte, économe et puissante que celle de la génération précédente, sera utilisée pour la géolocalisation de haute précision, dans les domaines de la conduite autonome, des drones et des robots.

La Chine témoigne également d'un vif intérêt pour l'observation de l'environnement spatial. Elle détient depuis 2016 le plus puissant radiotélescope sphérique au monde, le <u>FAST</u>, situé dans la province du Guizhou. Ses 500 mètres de diamètre lui confèrent une sensibilité triple du radiotélescope américain d'Arecibo. Il a pour tâches essentielles l'observation des pulsars, l'exploration des molécules interstellaires et des signaux de communication interstellaires. La Chine a également annoncé cette année commencer la construction du télescope à grand champ <u>le plus performant de l'hémisphère nord</u> dans la province du Qinghai, au sommet du mont Saishiteng. Doté <u>d'une optique de 2,5 m</u> de diamètre et d'un capteur CCD de 750 millions de pixels, le WFST permettra de capturer des images du ciel à champ large et à haute résolution. La Chine est également en train d'achever la construction <u>du plus grand radiotélescope orientable d'Asie</u> (70 m) pour soutenir sa mission martienne.

Le secteur chinois des transports poursuit également sa rapide modernisation. Le 1^{er} semestre 2020 a ainsi vu les investissements en immobilisations dans le secteur ferroviaire <u>augmenter de 1,2 %</u> en glissement annuel à 325,8 milliards de yuans (46,1 milliards de dollars), en dépit d'une baisse de 21 % pour le seul 1^{er} trimestre. Au début de l'année 2020, la Chine possédait près de <u>35 400 km</u> de voies ferrées à grande vitesse en service, contre environ 3 000 km chacun pour ses trois premiers « concurrent » : le Japon, la France et l'Allemagne. A elle seule, la Chine détenait 67,4 % du kilométrage mondial du réseau ferré à grande vitesse, soit plus des deux tiers ! A la fin de cette année, le réseau ferré chinois à grande vitesse atteindra <u>39 000 km</u>...



La fréquentation de ce réseau, qui couvre déjà 86 % des villes chinoise de plus d'un demi million d'habitants, est à la mesure de son gigantisme : la seule ligne Pékin-Shanghai a transporté plus d'1,18 milliard de passagers depuis sa mise en service en 2011 ! Elle transporte donc davantage de passagers que le réseau du TGV français dans son ensemble ! En 2019, ce sont en moyenne près de 6,4 millions de chinois qui ont emprunté quotidiennement le réseau ferré à grande vitesse du pays.

La Chine opère aujourd'hui plus de <u>3 600 rames EMU</u> à grande vitesse, soit le septuple des rames du TGV français. L'essor du rail à grande vitesse chinois n'est en outre pas prêt de prendre fin, car Pékin souhaite que toutes les villes de plus d'un demi million d'habitants soient connectées à ce réseau d'ici 2035 qui s'entendra alors sur environ <u>70 000 km</u>. Alors que la Chine vient de <u>débuter les essais</u> de son premier prototype de train maglev conçu pour circuler à une vitesse de 600 km/h, la décennie 2020 sera assurément celle du développement de la technologie maglev, qui est perçue comme annonciatrice « <u>d'un nouvel avenir pour les transports en Chine</u> ». La construction de <u>9 nouvelles lignes maglev</u> est d'ores et déjà planifiée pour un avenir proche.

Notons au passage que les grands projets chinois de construction d'infrastructures pharaoniques novatrices se portent bien également, à l'instar du chantier du pont de <u>Shenzhen-Zhongshann</u> dont la mise en service est prévue pur 2024 pour un investissement prévisionnel de 4,8 milliards de \$. Situé à 32 km au nord du pont de Hong Kong-Zuhaï-Macao, il sera long de 24 km et inclura une section de tunnel immergé longue de <u>6,8 km</u>. De même, la future ligne ferroviaire à grande vitesse Ningbo-Zhoushan, longue de 77 km, a vu <u>débuter</u> la construction de son ouvrage principal, <u>un tunnel sous-marin long de 16,2 km</u>.

L'aéronautique chinoise est elle aussi en forme. L'été 2020 a vu débuter les essais en mer du nouvel hydravion chinois, l'AG600, dont le premier vol a eu lieu en 2017. D'une taille comparable à un Boeing 737, ce quadriturbopropulseurs a une masse au décollage de 53,5 tonnes et est aujourd'hui le plus gros hydravion au monde. Il sera autant utilisé pour des opérations de sauvetage en mer (il pourra embarquer jusqu'à 50 passagers lors d'une opération de secours), que dans la lutte contre les incendies, étant capable de collecter 12 tonnes d'eau en 20 secondes, soit une capacité d'emport double de celle du Canadair CL-415.





Dans un autre segment de l'aviation civile, le C919 est pour sa part sur le point d'entrer en service. Depuis son vol inaugural en 2017, le moyen courrier chinois C919 doté d'un rayon d'action de 5 500 km avec jusqu'à 190 passagers à son bord poursuit ses vols d'essais. Après <u>six prototypes</u> produits pour les vols d'essais jusqu'à la fin 2019, son entrée en service est prévue pour 2021 et la COMAC en a déjà reçu <u>815 commandes</u>.

Si en 2019 l'Occident considérait encore le C919 comme une menace relativement lointaine, du fait que la Chine devrait dans un premier temps le réserver pour approvisionner le marché chinois, limitant de ce fait sa présence sur les marchés à l'exportation, la crise actuelle a profondément changé la donne (le transport aérien chinois sera en effet le seul marché majeur en croissance) et le C919 est donc dès aujourd'hui perçu comme « <u>le rival chinois</u> de Boeing et Airbus » :

« Un nouveau géant venu de Chine s'apprête à débarquer sur le marché de l'aviation. C'est un dossier qui ne fait pas vraiment les affaires de Boeing et Airbus, les deux géants actuels du marché de l'aéronautique. Alors qu'ils sont déjà fragilisés par la crise liée à l'épidémie de coronavirus, une nouvelle menace arrive de Chine, sous la forme d'un concurrent de taille, comme le rappelle CNN. Le COMAC C919, un avion conçu directement dans le pays, vient d'entrer dans sa phase de tests. Un rival direct de l'A320 d'Airbus et du 737 de Boeing ».

Et le C919 n'est pas l'unique nuage sombre à poindre à l'horizon : il y a deux ans, le consortium russe OAK et la COMAC présentaient une maquette du futur CR929, le premier avion russo-chinois long courrier de 12 000 km de rayon d'action capable de transporter jusqu'à 300 passagers et destiné à « concurrencer Airbus et Boeing » sur les liaisons intercontinentales. Le début des livraisons est aujourd'hui planifié pour 2028-2029. Cette nouvelle concurrence chinoise et russo-chinoise promet d'être d'autant plus redoutable que les constructeurs aéronautiques occidentaux sont aujourd'hui plongés dans une crise aussi profonde que durable, avec la perspectives d'années de vaches maigres! La flotte aérienne occidentale vient en effet de débuter un régime draconien. Ainsi, la compagnie italienne Alitalia a annoncé vouloir réduire sa flotte de 113 à 70 appareils et les emplois diminueront de 4 000 pour atteindre 6 500 salariés. De même, la compagnie aérienne allemande Lufthansa a annoncé se séparer de 100 appareils sur les 763 que compte sa flotte, sans oublier 22 000 emplois. En France, Toulouse vit aujourd'hui une première: la crise a « brisé » les « rêves » d'emploi « des étudiants en aéronautique » : « Jamais la capitale de l'aéronautique n'avait compté de jeunes au chômage dans ce secteur ».

Afin de fournir un minimum d'activité à Boeing, l'Etat américain (ou plus justement ses contribuables...) lui a fait un chèque de 23 milliards de \$... de nouvelles dettes publiques pour doter l'USAF de nouveaux avions de chasse!

« Une aubaine à 23 milliards de dollars pour Boeing. Alors que les annulations de commandes du 737 MAX se multiplient pour le géant américain, l'US Air Force lui a commandé une quantité encore indéterminée d'avions de chasse F-15EX : une version modernisée de l'aéronef éponyme. Dans un communiqué, l'entreprise américaine affirme qu'elle pourrait livrer jusqu'à 144 appareils à l'armée de l'air. Un premier lot de 8 F-15EX, d'une valeur de 1,2 milliards de dollars, est déjà en cours de construction sur le site de la ville de Saint-Louis située dans l'État du Missouri. Mais pourquoi l'US Air Force achète-t-elle massivement ces appareils alors que les États-Unis ont déjà dépensé plus de 400 milliards de dollars dans le développement du nouvel avion furtif F-35 Lightning II ? Dans un rapport, l'armée de l'air américaine explique que le développement du F-35 n'est toujours pas abouti et qu'elle a besoin en urgence de nouveaux appareils pour moderniser une partie de sa flotte vieillissante ».

La Chine compte aujourd'hui plus de <u>165 millions de travailleurs qualifiés</u>, soit davantage que la totalité de la population active américaine. Parmi eux, 47 millions sont définis comme « des talents de haut niveau ». Ces effectifs ne sont pas prêts de diminuer alors que les autorités chinoises commencent à mettre en place en

enseignement supérieur calqué sur le modèle des universités allemandes de technologie appliquée. Le plan « Made in China 2025 » vise à faire du pays un acteur mondial majeur des principaux secteurs de haute technologies d'ici 2025 et témoigne du fait qu'il est bel et bien « <u>en marche vers son indépendance high-tech</u> ».

« Les États-Unis mettent la pression sur Pékin et selon Xu Jianwei, économiste chez Natixis, plus celle-ci sera importante, plus urgente sera la nécessité pour la Chine de développer ses propres produits high-tech. Pour le gouvernement de Pékin la problématique est de taille ; les entreprises chinoises doivent maîtriser des nouveaux procédés de fabrication. Fabriquer des semi-conducteurs est une opération complexe pouvant mobiliser plus d'une cinquantaine d'industries différentes et de 2.000 à 5.000 processus. La position des États-Unis devrait pousser Pékin à accélérer la mise en place du plan Made in China 2025. Dévoilé il y a trois ans, il vise à faire de la Chine un leader mondial dans 10 secteurs stratégiques dont l'aérospatiale, la robotique industrielle, les véhicules électriques, les logiciels et semi-conducteurs. Le plan prône enfin une plus grande indépendance concernant les composants électroniques avec un objectif de 70 % de produits achetés localement dès 2020 ».

L'année 2019 a sans surprise vu les investissements de R&D de la Chine battre un nouveau record à 2 210 milliards de yuans (324,3 milliards de \$), soit une croissance de 12,5 % en glissement annuel, voyant leur proportion continuer de s'élever à 2,23 % du PIB. La nouvelle domination chinoise dans le secteur mondial des brevets et de la propriété intellectuelle n'est donc pas prête de se tarir!

C'est sous cet angle qu'il faut considérer les efforts désespérés déployés par l'impérialisme américain pour mettre des bâtons dans les roues aux monopoles technologiques chinois... Quand l'Occident s'ingère grossièrement dans les affaires de Hong Kong ou de la Biélorussie, c'est pour lui une tentative désespérée de faire pression sur la Russie et la Chine, qui se sont complètement détournées des marchés de la dette souveraine occidentale, laquelle maintient tant bien que mal depuis plus d'une décennie leurs économie sous perfusion ! En refusant de s'exposer davantage ou en réduisant leur exposition à la dette souveraine occidentale au moment où les montants émis de nouvelle dette explosent, la Russie et la Chine se détournent de son « modèle de développement » occidental et contribuent même à pousser l'Occident au bord de la falaise. Et c'est dans ceci qu'il faut rechercher le durcissement de la Guerre froide 2.0 engagée avec la Chine et la Russie : l'occident, qui sent sa fin proche, se débat dans des convulsions désespérées. Durant des décennies, l'Occident a vécu à crédit. Mais aujourd'hui que les masses de nouvelles dettes échouent à créer de la croissance et ne parviennent même pas à éviter la récession, il devient évident que le niveau d'endettement de l'Occident devient proprement insoutenable : comment payer ne serait-ce que les intérêts de la dette quand celle-ci représente la quadruple du PIB et que celui-ci n'enregistre dans le meilleur des cas qu'une croissance anémique ?

L'Occident rêvait donc de remettre les compteurs à zéro, en profitant des restes de domination conférée par son arsenal militaire et sa politique d'occupation coloniale et d'ingérence politique permanente dans les affaires d'Etats souverains. Tel était le sens du « Grand reset » que le Capital financier occidental a proposé en janvier 2020 au Forum économique mondial de Davos. Comme le rapportait récemment le quotidien suisse de référence Le Temps, le thème du Davos 2021 était une évidence : « Le thème était tout trouvé : « The Great Reset » — La « Grande Réinitialisation ». »

L'Occident pensait alors encore être en position de force dans la pandémie naissante du COVID-19 dont il espérait qu'elle l'aiderait à faire plier la Chine, en organisant contre elle un blocus économique et diplomatique visant à l'isoler du reste du Monde. L'Occident se serait alors trouvé en position de force pour renégocier sa dette vis-à-vis de ses créditeurs étrangers. Ce plan a indéniablement lamentablement échoué : comme nous l'avions anticipé, la Chine va sortir éminemment renforcée de la crise sanitaire, économique et sociale induite par le COVID-19 tandis que l'Occident promet d'en sortir laminé! Au crépuscule de sa domination mondiale, l'Occident retombe en enfance, mais les aboiements, les chantages ainsi que les accès de rage caractéristiques de sa démence sénile n'effraient plus la Chine, la Russie et leurs alliés depuis longtemps, et ils ne se privent désormais plus de le faire savoir publiquement au Monde entier!

Alors que les USA ont dépensé des centaines de milliards de \$ dans des programmes militaires boiteux, ils accusent un retard croissant sur la Chine et la Russie qui, en dépit d'enveloppes budgétaires relativement modérées, modernisent à grande vitesse leurs forces armées. A l'inverse, les dépenses militaires pharaoniques des USA peinent à entretenir les forces d'occupation US disséminées sur la planète tout en assurant un rythme suffisant de modernisation de ses forces armées. L'été 2020 a ainsi vu le Pentagone faire « l'amer constat » que « la Chine a surpassé l'US Navy en nombre de navires de guerre » : selon le renseignement US, la marine chinoise compte 350 navires de guerre, contre seulement 293 pour l'US Navy. En outre, Pékin « construira bientôt

plus de missiles balistiques que les industries américaines ». La doctrine militaire US, complètement dépassée, s'obstine à voir les bases militaires à l'étranger ainsi que les forces de projection aéronavales US comme un atout, alors que les forces balistiques chinoises et la résistance des peuples placés sous le joug de l'occupation coloniale US en ont fait un talon d'Achille et un boulet financier!

Les revers essuyés par l'Occident au cours de la dernière décennie, notamment en Syrie, au Yémen, au Donbass et plus récemment au Venezuela, à Hong Kong et en Biélorussie, démontrent que les capacités de nuisance de l'Occident ne sont plus ce qu'elles étaient! Qu'il est loin le temps où il pouvait faire basculer tel ou tel pays dépendant dans son escarcelle grâce à une « révolution » colorée ou une agression militaire éclair! (Blitzkrieg 2.0) En réalité, plus l'Occident enragé multiplie ses grossières ingérences qui tournent au fiasco, plus il étale ses faiblesses à la face du Monde, ... et plus il accélère sa chute! L'idée occidentale du « Grand reset » n'en a pas moins néanmoins fait son chemin, surtout parmi les élites chinoises, russes et iraniennes... Le « Grand reset » aura donc bel et bien lieu, mais pas à l'avantage de son promoteur initial, le Capital financier occidental! Trump et Macron ne sont que des marionnettes de cow-boys et des mercenaires de pacotille à la solde du Capital financier occidental. Ils s'obstinent à braquer un pistolet, désormais d'un autre âge, sur la tempe du Monde pour lui imposer les intérêts des grandes banques et des multinationales occidentales. Mais leurs concurrentes russes et chinoises disent aujourd'hui « stop, ça suffit, cette époque est désormais révolue! »

Il y a déjà plus d'une décennie, nous avions insisté sur l'inéluctabilité de l'effondrement des pays impérialistes en déclin dans un chapitre intitulé « <u>Vers une nouvelle Guerre Froide ou un remake "made in USA" de la Perestroïka?</u> » où nous déclarions entre autres qu'il devenait essentiel pour l'impérialisme américain « <u>de mettre un terme à leur stratégie coloniale qui sonne aujourd'hui comme une fuite en avant et comme un combat perdu d'avance</u> ». De plus en plus, d'autres analystes lucides en arrivent à ce constat que « trente ans après l'effondrement du soviétisme, les États-Unis menacent à leur tour de se désintégrer » et que « <u>les Etats-Unis vont connaître le sort de l'URSS</u> ».

Comme le soulignait récemment Adrian Monck, directeur général du Forum économique mondial (WEF), dans un article du <u>New York Times</u>, la décision de reporter la tenue du prochain Forum économique mondial à l'été 2021—une première en un demi-siècle d'existence — « n'a pas été prise facilement, car la nécessité pour les dirigeants mondiaux de se réunir pour concevoir une voie de reprise commune et façonner la « Grande Réinitialisation » dans l'ère post-Covid-19 est véritablement urgente »...

Si urgence il y a, ce n'est évidemment pas pour la Chine, mais pour ses concurrents qui ont déjà mis un pied dans la tombe! Dans le contexte du début d'une nouvelle profonde crise économique combinée au déferlement de torrents de nouvelles dettes publiques dont personne de sensé ne veut plus, ce WEF de l'été 2021 s'annonce donc comme celui qui devrait marquer le début de la « Perestroïka » de l'Occident, à moins que le joueur invétéré que constitue son Capital financier ne s'obstine à essayer de poursuivre encore un peu son bras-de-fer avec l'impérialisme chinois et ses alliés afin de tenter de leur arracher des conditions de reddition un peu plus avantageuses... Une chose est cependant certaine : si l'Occident échoue à négocier rapidement les modalités de son Grand Reset avec la Chine, celui-ci se produira sous une forme plus soudaine et brutale selon les voies naturelles de la production marchande internationale! Comme nous allons le voir maintenant, il ne faut en effet pas croire que la création de dettes à un rythme accéléré va encore pouvoir se poursuivre très longtemps...

Crise de la dette souveraine : l'imminence du « Grand reset »!

Comme le soulignait récemment l'économiste Jacques Sapir, le dernier plan de relance européen <u>âprement</u> <u>négocié</u> avant d'être célébré par la macronie comme une victoire, n'est que celle, d'ailleurs « incontestable », des « frugaux » :

« Issu d'une proposition franco-allemande portant sur 1 500 milliards d'euros, dont 750 de subventions, un montant qui pouvait déjà être considéré comme insuffisant, le plan fut réécrit par la Commission avec une réduction à 750 milliards, dont 500 pour les subventions. Ce qui vient d'être décidé le 21 juillet au petit matin est un plan de 750 milliards d'euros dont 390 de subventions. Par rapport au projet initial, il y a donc une réduction de 48 % du montant des subventions ».

Selon Jacques Sapir, le montant de ce plan sera de toute façon « <u>dérisoire face aux besoins des économies</u> » et il ne fait que faire « la démonstration par l'absurde de l'impossibilité d'un fédéralisme européen » après avoir illustré les « divergences irréductibles au sein de l'UE » dont le « projet » est tout simplement « mort ».

Un nombre croissant d'économistes bourgeois et d'experts financiers occidentaux ne cachent plus le fait que nous sommes aujourd'hui sur le point de faire face à une situation aussi inédite que périlleuse. David Hunter, chef de la stratégie macroéconomique chez Contrarian Macro Advisors, déclarait récemment que la reprise de courte durée financée par l'explosion de la dette publique au cours du « choc initial » serait bientôt suivi de « <u>quelque chose qui est plus grand qu'une récession</u>, plus fort et pire qu'une récession », avec à la clef « une chute de 80% des actions » et l'or à des niveaux stratosphériques :

« Je pense que nous sommes proche de la faillite. (...) Probablement à la fin de cette année, ou au début de l'année prochaine, nous assisterons à la fin de ce rebond, et le marché recommencera à chuter. (...) Nous avons des dettes qui dépassent tout ce que nous pouvons gérer ».

D'autres investisseurs de premier plan avaient déjà fait ce constat il y a deux ans, alors que les <u>gilets jaunes</u> secouaient la France. A la fin du mois d'octobre 2018, le clan Rothschild qui « contrôle une partie substantielle de l'émission de monnaie fiduciaire dans le monde, via la Réserve fédérale aux États-Unis, la Banque mondiale, la Banque centrale européenne, la Banque des règlements internationaux », annonçait « face aux bouleversements actuels » son intention « <u>de vendre tous ses actifs fiduciaires</u> » pour se recentrer sur ses activités de gestion de fortunes, dans le but évident « de protéger ses arrières face à une éventuelle crise financière ».

Les milliardaires occidentaux intelligents ont donc déjà pris les devants en se désengageant du marché de la dette souveraine des métropoles impérialistes en crise! En cas d'effondrement du marché de la dette souveraine, ce seront donc les Etats qui seront déclarés en faillite et leurs « contribuables » auxquels on présentera l'addition finale : celle de la brutale dévaluation d'une dette devenue insoutenable et donc également de la valeur de la force de travail qu'elle alimentait. Une dette n'est soutenable qu'aussi longtemps que l'économie qui l'alimente n'engouffre pas la totalité du produit social, ou n'est pas intégralement financé par de la nouvelle dette. A périmètre égal (relativement au PIB), la dette publique d'un pays comme la Chine sera incomparablement plus soutenable que celle d'un pays comme la France, si la croissance qui permet d'en payer les intérêts est le quintuple. Le 30 septembre 2020, à la fin de l'exercice fiscal 2019-2020 s'étendant du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020, la dette publique américaine se montait à 26 945,4 milliards de \$, contre 22 719,4 milliards de \$ un an plus tôt. Au cours de cette période, la dette publique américaine a donc enflé de 4 226 milliards de \$! C'est plus du double du précédent record enregistré il y a une décennie au moment de la crise des subprimes. La dette publique US est ainsi passée de 106 % à 135 % du PIB US en 2019-2020, enflant d'un montant représentant 1/5 du PIB US au cours de l'année écoulée!

Mais les problèmes d'endettement US ne sont pas circonscrits à la seule dette publique, et concernent toutes les sphères de la société américaine, comme l'a si clairement récemment démontré un analyste lucide, le Général Dominique Delawarde (ancien chef « Situation-Renseignement-Guerre électronique » à l'État major interarmées de planification opérationnelle), dans son excellent article intitulé « Explosion de la dette US et conséquences prévisibles : Point de situation au 30 septembre 2020 ».

« La dette US totale comprend : les dettes des ménages, des étudiants, des entreprises, des États de l'union, des institutions locales de tous niveaux, des institutions financières et enfin la dette fédérale. Au 31 mai 2019 cette dette totale se montait à 74 000 milliards de dollars soit 350 % du PIB US, 85 % du PIB mondial, 22 fois le PIB français... au 30 septembre 2020 cette dette totale a explosé. Elle se monte à 82 140 milliards de dollars soit 420 % du PIB US, 95 % du PIB mondial, 30 fois le PIB français... »

M^r Delawarde remarque en outre en analysant les détenteurs de la dette publique US que la Russie s'est très largement désengagée non seulement de la dette publique américaine, mais s'est aussi délestée de ses réserves de change libellées en \$. La Chine, elle, s'est bien gardée de s'exposer davantage alors que de nombreux pays européens ainsi que le Japon ont continué à augmenter leur exposition à la dette publique américaine au cours des derniers mois. Il souligne également avec justesse les différences entre pays européens : des pays comme le Royaume-Uni, l'Irlande, le Luxembourg et la Belgique sont très exposés. L'Allemagne a par contre quasiment maintenu le statu-quo depuis 2017, alors que la France de Macron dont le CAC-40 « est sous contrôle du fond de pension américain BlackRock, fondé par des membres de la diaspora new-yorkaise », a presque doublé son exposition à la dette publique US depuis 2017 :

« On comprend tout l'intérêt de la France à soutenir le système fou de la dette US « à la Madoff » dont l'effondrement provoquerait le sien.... Notons, au passage, que Madoff était aussi un membre de la diaspora, comme le sont les fondateurs de BlackRock, comme l'était Marthe Hanau et Stavisky, en France, à la veille et au lendemain de la crise de 1929 et comme le sont bon nombre des milliardaires qui possèdent et contrôlent nos médias mainstream, les GAFAM

(Google, Apple, Face Book, Amazon et Microsoft), Wikipédia et... Big Pharma. Notons encore au passage, que Steven Mnuchin, 77^{ème} Secrétaire américain au Trésor, ancien de la banque Goldman Sachs (17 ans) est également un membre éminent de la diaspora, comme la quasi totalité de ses prédécesseurs... C'est donc lui qui gère la dette US (à la Madoff) et concocte les sanctions tous azimuts prises dans le cadre des guerres commerciales (Chine, Mexique, UE, North Stream 2) et les sanctions prises dans le cadre des pressions géopolitiques (Russie, Iran, Syrie, Turquie, Venezuela). On comprend mieux certaines de ces sanctions lorsqu'on connaît le profil du personnage qui les concocte et les intérêts qu'il représente vraiment... »

En conclusion, nous laisserons parler M^r Delawarde une dernière fois :

« Les Occidentaux ont bien conscience que le système de l'endettement sans limite ne peut pas durer éternellement. Au forum de Davos de Janvier 2020, ils ont évoqué avec les parties eurasiatiques l'intérêt d'un grand « Reset » (Grande réinitialisation). Il s'agirait de remettre les compteurs à zéro, de repartir sur de nouvelles bases, sur un nouveau « contrat social », avec l'engagement d'adopter des comportements plus vertueux. Les modalités de ce grand « Reset » devaient être négociées et approfondies au forum de Davos de Janvier 2021 dont elles devaient constituer le thème central. (...) Notons bien que l'idée de ce grand « Reset » est une idée de source mondialiste et occidentale... et que l'occident a gouverné sans partage l'économie mondiale durant trois quarts de siècle pour la mener là où elle se trouve aujourd'hui... Pour négocier à son avantage ce grand « Reset économique », (proposé par les occidentaux qui voient venir l'effondrement et cherchent à « sauver les meubles »), il faudra se présenter en position de force. Seule la Chine le sera vraiment en début d'année 2021. Acceptera-t-elle de redonner aux occidentaux une chance de conserver le « leadership » et la gouvernance de l'économie mondiale en acceptant un « grand Reset » qui serait à leur avantage? Rien n'est moins sûr, car la Chine sait qu'il lui suffit, d'attendre pour que ce leadership lui tombe entre les mains par la simple obsolescence d'un système de gouvernance économique mondial dirigé, à leur profit, par les occidentaux, depuis trois quarts de siècle. La Chine connaît, par ailleurs, la duplicité de l'occident, sa condescendance et ses ingérences permanentes dans les affaires d'états souverains. Elle les supporte de plus en plus mal. Elle n'apprécie pas non plus, avec beaucoup d'autres pays, des BRICS et de l'OCS notamment, l'utilisation comme arme du dollar, l'extraterritorialité du droit US et les sanctions unilatérales qui ont été appliquées, à maintes reprises, par tout ou partie du camp occidental sur tel ou tel pays. (Iran, Venezuela, Russie, Syrie, Chine...) »

Pour lui, il ne faudra pas compter sur « une bonne petite guerre » pour « remettre les compteurs à zéro, comme après la crise de 1929 », car elle « se ferait aujourd'hui à notre détriment » : « Les occidentaux ne seront plus demain, en 2021, comme ils l'étaient encore hier, en l'an 2000, en situation d'entreprendre une guerre mondiale et de la gagner. Le centre de gravité du monde a déjà basculé : la messe est dite. »

Le Général Delawarde a indéniablement raison de souligner l'aspect suicidaire d'une Guerre mondiale qui serait assurément perdue d'avance pour l'Occident, et ce non seulement d'un point de vue de la préparation des soldats au combat et de leur détermination, que du niveau technologique de leurs armements, et enfin de toute la logistique et des capacités industrielles nécessaires pour alimenter un tel conflit dans la durée. Sous tous ces rapports, l'Occident serait laminé par l'alliance russo-chinoise et perdrait rapidement un conflit dans lequel de nombreux peuples soutiendraient en outre plus volontiers le « soft power » à la chinoise que le colonialisme brutal des yankees! Mais une autre dimension est encore plus dissuasive pour nos élites: la terreur de perdre la fraction des capitaux investis en Chine et de ne pas être elles-mêmes *physiquement* épargnées! Les guerres voient la plupart du temps les classes aisées échapper aux horreurs des combats, même quand les élites du pays vaincu sont forcées à la capitulation, comme ce fût souvent le cas pour la précédente. Ces élites échappent la plupart du temps à leur punition. Mais en serait-il de même face à une Guerre contre la Chine?

La bourgeoisie chinoise, dont le Capital financier a su maintenir un degré de discipline extrême tout au long des quatre décennies d'afflux contrôlé de capitaux étrangers, cette bourgeoisie qui est <u>capable de punir de la peine capitale</u> ceux de ses membres qui trahissent les intérêts fondamentaux du Capital financier chinois et sa discipline, cette bourgeoisie serait-elle plus clémente à l'égard des membres des classes exploiteuses des pays étrangers vaincus ? La réponse est à l'évidence négative. La seule option viable pour les Rothschild, Rockefeller et C_{ie} se ramène donc, comme nous l'avions déjà souligné il y a une décennie, à accepter leur rétrogradation et leur transformation en bourgeoisie compradore, c'est-à-dire leur participation minoritaire au Capital de la nouvelle division économique internationale mise en place par l'impérialisme chinois!

De ce point de vue, la Guerre Froide 2.0 actuellement menée par les élites occidentales ne serait qu'un grand bluff et qu'une tentative, aussi ultime que désespérée, d'arracher au Capital financier chinois des conditions de reddition un peu moins désavantageuses... L'Occident cherche ni plus ni moins à monnayer ce qu'il lui reste de ses capacités de nuisances. Mais ce chantage, loin de porter ses fruits, semble au contraire encourager l'impérialisme chinois à faire monter les enchères pour pousser ses concurrents à abattre toutes leurs cartes.

Ainsi, s'il y a une décennie, l'impérialisme chinois soutenait l'Iran d'une façon encore timide, dans la coulisse, pour ne pas risquer de susciter le courroux de la diplomatie américaine, la crise du COVID-19 a déterminé Pékin à ne plus prendre de gants: le 16 juillet dernier, le gouvernement iranien annonçait la signature d'un accord d'investissements de 400 milliards de \$ sur une période de 25 ans avec la Chine, cette dernière s'engageant à investir dans l'économie iranienne (télécommunications, infrastructures, etc.) en contrepartie de pétrole et de gaz à faible coût, au grand dam de l'Occident et de ses laquais qui rêvaient de voir l'Iran s'isoler et s'affaiblir durablement... C'est indéniablement pour l'Iran et la Chine une façon de signifier aux USA que leur politique de sanctions unilatérales piétinant le droit international le plus élémentaire est vaine et ne pénalise en définitive... que les multinationales occidentales privées de l'accès au marché iranien!

« <u>La fin a sonnée pour les activités des bâtiments de guerre américains dans les eaux du golfe Persique</u> », déclarait récemment le commandant de la marine iranienne alors que quelques jours plus tard, c'était au tour de Pyongyang de faire parler d'elle, profitant des festivités du 75 en anniversaire de la fondation du PTC pour exhiber quatre missiles <u>Hwasong-15</u> montés sur des transporteurs mobiles, <u>son premier missile balistique intercontinental à capacité nucléaire</u> d'une portée estimée à 13 000 km et donc capable de frapper directement n'importe quelle partie du territoire américain... Assurément, la Chine sait habillement déléguer à ses alliés les plus farouchement anti-américains les tirades anti-coloniales les plus radicales! De quoi assurément mettre un peu plus la pression sur Donald Trump à trois semaines des élections présidentielles US qui pourraient bien agir comme un catalyseur supplémentaire de la <u>décomposition économique</u>, <u>politique et sociale US</u>... La Chine ellemême avertit désormais publiquement que la voie de confrontation dans laquelle se sont aujourd'hui engagées les élites occidentales est une voie sans issue qui ne leur apportera aucun bénéfice réel. La semaine écoulée a ainsi vu le représentant permanent de la Chine auprès de l'ONU « rejeter résolument » « <u>les déclarations et les ingérences illicites de ces pays dans les affaires intérieures de la Chine sous prétexte de droits de l'homme » :</u>

« Le monde d'aujourd'hui traverse une période critique, caractérisée par des défis majeurs. (...) Malheureusement, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont insisté pour créer de l'antagonisme. Ils ont abusé de la plateforme des Nations Unies pour politiser les questions des droits de l'homme et provoquer une confrontation politique. Ils ont répandu de fausses informations, ont calomnié la Chine, et se sont ingérés dans ses affaires intérieures, un comportement que la Chine rejette fermement. (...) Les actes méprisables des Etats-Unis sont en totale contradiction avec la marche de l'histoire. Le monde progresse, et les peuples du monde entier veulent la solidarité et non la division, la coopération et non la confrontation, les bénéfices mutuels et non les jeux à somme nulle. Les Etats-Unis sont du mauvais côté de l'histoire, et vont à contre-courant de l'ensemble de la communauté internationale. (...) Je voudrais dire aux Etats-Unis : vos manigances politiques ne réussiront jamais. Les pays en développement ont le droit de défendre leur souveraineté, de se développer et de préserver leur sécurité. Il est temps de prendre conscience de l'échec de toutes vos tentatives. Blâmer les autres ne résoudra pas vos problèmes, ni ne fera oublier vos échecs ».

Rarement la diplomatie chinoise aura été aussi incisive et explicite. La Chine promeut donc activement ses intérêts mondiaux, économiques comme diplomatiques, et, de manière intelligente, recadre les politiciens occidentaux dès qu'ils sont pris de poussées de démence, tout en laissant la porte ouverte aux multinationales occidentales, bien consciente qu'en définitive, c'est la participation (minoritaire) du Capital financier occidental au Capital productif chinois qui aidera les milliardaires occidentaux à faire leur deuil de leur ancienne domination sur les affaires du Monde... Une part même modeste du gâteau constitué par le marché intérieur chinois constituera pour eux à n'en pas douter un formidable lot de consolation... Alors ces milliardaires rappelleront dans leur niche leurs aboyeurs de profession et mettront un terme à leur politique d'occupation coloniale!

« <u>Les entreprises américaines qui souhaitent investir en Chine sont toujours les bienvenues</u> », déclarait cet été un représentant du gouvernement chinois, alors que les attaques anti-chinoises les plus éhontées de l'administration Trump se multipliaient. Et cet appel avait à l'évidence été suivi de façon anticipée, car « bien que le gouvernement américain ait fait pression sur les entreprises de certaines économies développées pour qu'elles cessent leurs activités en Chine et ait tenté de construire une chaîne industrielle et d'approvisionnement mondiale sans la Chine, les investissements directs étrangers des États-Unis ont tout de même continué d'affluer dans le pays, augmentant de 6 % d'une année sur l'autre au premier semestre 2020 ».

A n'en pas douter, les bruyants aboiements contemporains des médias et des politiciens occidentaux contre la Chine ne sont que du vent et une (mauvaise) farce mondiale visant à duper les naïfs et à dissimuler la voie de compradorisation que choisira inévitablement le Capital financier occidental pour ne pas risquer de tout perdre : « Le consommateur occidental est mort, vive le consommateur chinois! », tel est le dénouement annoncé...